

*Le Figaro, 29 novembre, article payant*

## **À l'Assemblée, LFI échoue à obtenir un vote sur l'abrogation de la réforme des retraites**

RÉCIT - L'obstruction du «socle commun» a ralenti les débats menés par LFI dans le cadre de sa «niche» parlementaire qui s'est achevée jeudi soir à minuit.

### Extraits:

Comme un retour dans le temps. Ce jeudi, les mêmes acteurs ont rejoué les mêmes débats avec les mêmes arguments. Toute la journée, ils ont débattu, dans une véritable guerre des tranchées, de l'abrogation de [la réforme des retraites](#) portée il y a maintenant un an et demi par [Élisabeth Borne](#). À l'occasion de la [niche parlementaire de La France insoumise](#), macronistes et mélenchonistes ont, comme en février 2023, âprement combattu autour du contesté report de l'âge de départ à la retraite, sans pour autant que la loi n'ait pu être votée, au terme d'une journée qui s'est achevée jeudi soir à minuit, marquée par de vives tensions dans l'hémicycle.

Les rôles étaient cette fois-ci complètement inversés. Les députés LFI, menés par leur rapporteur Ugo Bernalicis, avaient pour objectif de faire adopter leur proposition de loi d'abrogation des réformes Borne et Touraine. Et les macronistes, aidés par la droite LR, avaient, eux, pour but de ralentir les discussions pour empêcher le vote d'avoir lieu. Avec, en spectateurs silencieux, des députés RN et socialistes regardant passer les balles. (...)

D'entrée de jeu, les ministres prennent leur temps. La prise de parole de Laurent Saint-Martin, ministre du Budget, dure près de 25 minutes. Les Insoumis enragent. « *Ils n'ont vraiment honte de rien* », dénonce la députée LFI Anaïs Belouassa-Cherifi. « *Vous avez perdu, vous aurez beau parler une heure durant pour empêcher le vote, vous avez perdu dans les urnes* », torpille Mathilde Panot, la patronne des parlementaires LFI. « *Vous êtes des clowns* », tempête Hadrien Clouet pendant la prise de parole du macroniste Mathieu Lefèvre. (...) Les invectives sont nombreuses. Les claquements de pupitre aussi. La séance est interrompue à plusieurs reprises. « *L'Assemblée est en train d'incarner le désordre, le brouhaha. Pensez à ceux qui nous regardent, s'il vous plaît* », regrette la vice-présidente Naïma Moutchou, qui s'emploie à faire régner le calme.

En plein débat, Mathilde Panot en appelle à la rue, comme en 2023. Elle donne rendez-vous à 19 heures, place des Invalides à Paris, aux opposants à la réforme des retraites. « *Vos ricanements bourgeois accompagnent la fin de ce mandat* », tance vertement le député LFI Pierre-Yves Cadalen pendant que Louis Boyard, lui aussi, traite sur X (ex-Twitter) une macroniste de « *bourgeoise* ». (...)

<https://www.lefigaro.fr/politique/a-l-assemblee-macronistes-et-insoumis-rejouent-le-match-des-retraites-20241128>

---

*Les Echos, tribune, 28 novembre, article payant*

## **Abroger la réforme des retraites ? Trois balles dans le pied**

Article entier :

# Abroger la réforme des retraites ? Trois balles dans le pied

Une abrogation de la réforme des retraites de 2023 fait son chemin et pourrait trouver une majorité dans la nouvelle Assemblée nationale par une alliance circonstancielle des extrêmes. Contre l'espoir d'aller de l'avant s'ouvre soudain une perspective de retour en arrière. Toute minimaliste et insuffisante qu'elle soit, la dernière réforme des retraites ne mérite pas d'être abrogée – à moins de vouloir se tirer trois balles dans le pied.

La première balle est budgétaire. Alors que le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) montre que notre système de retraites redevient déficitaire dès cette année, et ce, jusqu'en 2070, se priver des (insuffisantes) économies permises par le décalage de l'âge légal de départ à la retraite fera d'autant plus rougir nos comptes sociaux.

Pour parvenir à l'équilibre, nous explique le COR, il nous faut au moins porter l'âge effectif de départ à la retraite à 65 ans d'ici à 2030 et 66 ans d'ici à 2070 si on choisit de ne pas toucher aux niveaux des pensions et au taux de prélèvement actuels.

A l'heure des dérapages du déficit, toute prise de direction contraire relèverait de l'irresponsabilité envers les nouvelles générations et enverrait un signal catastrophique à nos créanciers qui ne manqueraient pas de relever, et sanctionner, un tel contre-pied historique. A l'exception du Luxembourg, la France reste le pays où l'âge effectif de départ du marché du travail reste le plus précoce de tout l'OCDE.

La deuxième balle est démographique. En faisant travailler plus longtemps les actifs sur une vie, la réforme de 2023 permet de garder immédiatement en emploi quelque 600.000 personnes supplémentaires. Nous n'avons pas les moyens de nous en priver. Ce sont autant de cotisants en plus et de retraités en moins, mais surtout autant de travailleurs supplémentaires pour soigner une population active souffrant d'une démographie vieillissante qui ne permet presque plus de compenser les départs à la retraite par l'entrée de nouveaux actifs sur le marché du travail.

**Cessons de considérer l'âge de départ à la retraite comme un joujou politique, acceptons enfin de prendre au sérieux notre vieillissement collectif.**

Des soudeurs aux aides-soignants, en passant par les techniciens, les ingénieurs et les auxiliaires de puériculture, notre économie souffre déjà d'une pénurie généralisée de main-d'œuvre. Nous sommes parvenus à limiter la casse en maximisant nos taux d'emploi, mais la marge s'amenuise.

Il y en a encore sur la tranche d'âge des 55-65 ans dont les niveaux d'activité s'améliorent mais restent bien en deçà de tous nos voisins qui ont compris, eux, la nécessité de travailler plus long-

temps pour braver une productivité devenue plate et une démographie soufflant désormais en vent de face.

D'où la troisième balle, qui est culturelle. L'âge légal de départ à la retraite est beaucoup plus qu'un curseur légal et financier, on oublie que c'est aussi un marqueur social qui influence le regard porté sur l'âge dans notre société et dans nos entreprises. Il n'y a que chez nous qu'un actif de plus de 50 ans est encore considéré comme un quasi-retraité !

A force d'avoir tardé à faire évoluer l'âge de départ à la retraite avec l'espérance de vie, à force d'avoir multiplié les dispositifs de préretraite, la France s'est non seulement privée d'une main-d'œuvre chevronnée mais, plus grave encore, elle fait passer des actifs expérimentés pour des collègues inutiles qu'il faudrait gentiment pousser vers la sortie. Ridiculement étiquetés de « seniors », ces travailleurs dans la force de l'âge sont une ressource précieuse pour peu qu'on accepte de les considérer comme tel. Rabaïsser l'âge de départ à la retraite annulerait ainsi tous les laborieux progrès réalisés, et encore à faire, pour relever notre perception des aînés au travail.

Cessons de considérer l'âge de départ à la retraite comme un joujou politique, acceptons enfin de prendre au sérieux notre vieillissement collectif et cette pyramide des âges qui n'a plus rien de pyramidal. Sous la botte souveraine de la démographie, toute démagogie devient automutilatrice.

Maxime Sbaihi est économiste.

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-abroger-la-reforme-des-retraites-trois-balles-dans-le-pied-2121253>

*Le Figaro, 28 novembre, article payant*

**Anne de Guigné: «Si les retraites sont des prestations sociales comme les autres, il faut le dire aux Français»**

CHRONIQUE - Les retraités considèrent leurs pensions comme une rémunération différée. Les politiques n'osent pas les contredire officiellement, mais le font largement par leurs décisions. Il est temps d'assumer ce tournant.



Comparativement aux autres pays européens, les retraités français se distinguent en effet par leur niveau de vie élevé.  
*fizkes - stock.adobe.com*

### Extraits :

Les retraités ne se voient pas comme des personnes vivant aux frais de la solidarité nationale. Loin de là, ils considèrent unanimement [leurs pensions](#) comme du salaire différé. Ce qui semble légitime : en France, il faut cotiser de longues années, 172 trimestres désormais, afin de toucher, sans rabot, ce revenu de substitution au moment où, l'entrain et la santé déclinant, il devient plus difficile de travailler. À ce titre, les retraites ne peuvent se comparer aux autres prestations, comme [l'assurance-chômage](#) ou le RSA. Tous les actifs, sauf accident, deviennent retraités, et, dans le meilleur des cas, pour de longues années.

Pourtant, en comptabilité nationale, cette différence de nature ne saute pas aux yeux : les cotisations des retraités ont en effet été dépensées par la vaste machinerie publique bien avant que ces derniers ne touchent leurs pensions. Les parlementaires, qui débattent actuellement du [projet de loi de finances de la Sécurité sociale](#), ont en tête cette triste vérité. Planchant sur le budget de l'année prochaine, ils tentent de limiter l'explosion du déficit. Or sur le volet social, compte tenu des masses en jeu, il est difficile de bouger les lignes sans toucher aux retraites. D'un point de vue économique, il n'y a pas non plus de raison d'exempter les plus âgées de l'effort national. Comparativement aux autres pays européens, les retraités français se distinguent en effet par leur niveau de vie élevé.

Elle n'est pourtant pas neutre : en jouant sur l'indexation à l'inflation, le gouvernement a opté en apparence pour la simplicité. Il y aurait eu d'autres moyens pour mettre au régime les retraités à l'unisson du reste du pays : augmentation de leur CSG, fin de l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions de retraite... Derrière sa dimension technique, le débat est hautement politique. Toucher à la revalorisation du montant des pensions revient à assumer que les retraites sont des prestations sociales comme les autres, modulables en fonction des aléas de la conjoncture économique et budgétaire. Une voie qui ouvre intellectuellement la porte à une future remise en cause de l'universalité des pensions de retraite, comme ce fut par exemple le cas pour les [allocations familiales sous François Hollande](#).

Les politiques doivent assumer ce choix. (...)

Si les pensions demeurent un salaire différé comme le pensent encore la grande majorité des Français, et comme le laissent entendre tous les discours politiques (malgré des décisions contradictoires), il convient de

préparer au plus vite une nouvelle réforme des retraites afin de rendre le système viable, en incitant tous les actifs à travailler plus longtemps. (...)

Si les retraites sont des prestations sociales comme les autres, modulables en fonction des chocs conjoncturels et des revenus des bénéficiaires, les principaux intéressés ont également besoin d'être prévenus. Ils pourront alors se protéger de ces aléas en souscrivant à des systèmes complémentaires par capitalisation. Les plus jeunes, qui se sont largement tournés vers les [plans épargne-retraite \(PER\)](#), n'ont pour leur part pas attendu un message des pouvoirs publics pour faire le deuil de la première option et se préoccuper de leurs vieux jours.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/anne-de-guigne-si-les-retraites-sont-des-prestations-sociales-comme-les-autres-il-faut-le-dire-aux-francais-20241117>

---

*Le Monde, 25 novembre, [libre accès](#)*

## **Réforme des retraites : le Parti socialiste prêt à voter l'abrogation, quitte à sacrifier la réforme Touraine**

La France insoumise présentera jeudi dans l'Hémicycle la suppression de la réforme relevant l'âge de départ à la retraite à 64 ans.

### Extraits :

Les députés socialistes voteront l'abrogation de la réforme des retraites portée par les « insoumis », jeudi 28 novembre, quand bien même cela reviendrait à sacrifier une autre réforme mise en œuvre par la ministre socialiste Marisol Touraine en 2013, a affirmé dimanche 24 novembre le président de groupe Parti socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud. (...)

« *Moi, je pense que nous devons revenir à un âge légal de 62 ans et que nous devons maintenir la réforme Touraine* », a expliqué dimanche sur le [plateau de « Questions politiques » Boris Vallaud](#), qui dit son « *attachement* » à cette réforme « *qui s'accompagne de mesures sur les carrières longues et sur la pénibilité* ».

« *Dans l'hémicycle, nous voterons le rétablissement de la réforme Touraine* », via un amendement déposé par le groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires, « *mais nous voterons aussi, même si [la suppression de la réforme Touraine] devait être maintenue, l'abrogation de la réforme de M<sup>me</sup> Borne* », a-t-il ajouté.

[Interrogée sur BFM-TV](#), la cheffe de file des députés LFI, Mathilde Panot, s'est montrée confiante quant à l'issue du vote de jeudi : « *Nous allons faire le plein et même nous allons gagner jeudi prochain* », a-t-elle assuré, alors que toute la gauche comme le Rassemblement national devraient appuyer la proposition de loi.

« *C'est un signal politique très, très puissant, qui montre qu'il est possible de défaire la politique de Macron et de son monde de malheur*, s'est-elle réjouie d'avance. *Et, deuxième chose – j'espère que les macronistes vont se le coller dans le crâne : on ne peut pas gouverner contre le peuple, notamment en imposant une réforme de force dont personne ne veut.* »

[https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/11/24/reforme-des-retraites-le-parti-socialiste-pret-a-voter-l-abrogation-quitte-a-sacrifier-la-reforme-touraine\\_6412079\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/11/24/reforme-des-retraites-le-parti-socialiste-pret-a-voter-l-abrogation-quitte-a-sacrifier-la-reforme-touraine_6412079_823448.html)

---

*L'Express, 23 novembre, article payant*

## **Russie : l'effondrement démographique qui inquiète Vladimir Poutine**

Infographie. Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a déclaré que le pays avait "besoin" de migrants. En cause ? Une démographie alarmante, entre baisse de la natalité, population vieillissante et conséquences de la guerre en Ukraine.



Le président russe Vladimir Poutine lors du sommet des Brics à Kazan, le 24 octobre 2024.  
afp.com/Alexander NEMENOV

### Extraits :

Une natalité en berne qui préoccupe Vladimir Poutine. La Russie s'inquiète d'une "situation démographique très tendue", a affirmé ce vendredi 22 novembre le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, dans une interview relayée par l'agence d'Etat Ria Novosti. "Les migrants, c'est un besoin, a ajouté le responsable. Nous vivons dans le plus grand pays du monde, mais nous sommes peu nombreux." Estimée à 143,8 millions d'habitants l'an dernier, la population russe connaît un recul important depuis les années 80. À l'époque, l'URSS comptait au moins 10 millions d'habitants supplémentaires, avant que le déclin du régime soviétique ne fasse poursuivre la tendance à la baisse jusqu'au début du nouveau millénaire.

Malgré un léger rebond jusqu'à la fin des années 2010, la diminution de la population s'est de nouveau accentuée ces dernières années. Surtout, les projections pour les prochaines décennies montrent que la Russie devrait connaître une réduction continue du nombre de ses habitants. D'après les projections du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, le pays pourrait perdre 15 % de ce chiffre d'ici à 2100, soit un peu moins de 20 millions d'habitants. Une perspective qui a de quoi faire frémir les autorités russes, tant l'enjeu démographique représente un défi majeur pour permettre à la Russie de continuer d'exister sur la scène internationale sur le long terme. (...)

La réduction de la natalité est l'une des données les plus alarmantes pour la Russie. En 2023, le taux de fécondité était d'1,41 enfant par femme en âge de procréer, selon des estimations de l'agence russe des statistiques (Rosstat), citées par le quotidien économique RBC. Un chiffre éloigné du taux de renouvellement de la population, mais aussi des résultats dans certaines des autres régions du monde. Bien qu'en baisse, la natalité s'établissait en France l'an dernier à 1,64 enfant par femme. Aux Etats-Unis, elle a atteint 1,62 enfant par femme sur la même période. Pire encore pour la Russie : cette baisse du nombre de naissances poursuit sa chute ces derniers mois. Toujours d'après Rosstat, seuls 920 200 enfants sont nés entre janvier et septembre 2024, soit une baisse de 3,4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Il s'agit là du pire bilan en la matière depuis la fin des années 90. (...)

Le conflit en Ukraine accroît la mauvaise dynamique démographique de la Russie. (...)

"Pendant que le pays fait face à une natalité en baisse, une population de plus en plus âgée, une haute mortalité des adultes et une infertilité tant chez les hommes que chez les femmes, la hausse limitée de l'immigration et la

fuite des cerveaux qui se poursuit dans le pays place la Russie particulièrement à l'épreuve", résumait ainsi le chercheur Harley Balzer cet été, dans une analyse publiée par l'Atlantic Council, un think tank américain.

<https://www.lexpress.fr/monde/russie-leffondrement-demographique-qui-inquiete-vladimir-poutine-ALQJH5VJE5BO7DFTI3UOYLF3IY/>

---

*L'Express, tribune, 22 novembre, article payant*

### **Retraites : la capitalisation, un vrai rêve marxiste ! Par Nicolas Bouzou**

Economie. Notre chroniqueur soutient la proposition du sénateur Franck Dhersin d'introduire une dose de capitalisation. Idée partagée par l'économiste Bertrand Martinot, auteur d'une récente note sur le sujet.



Manifestation contre la réforme des retraites, le 6 juin 2023 à Paris

#### Extraits :

Pure folie que de prétendre que l'on va revenir sur la courageuse réforme des retraites menée par Olivier Dussopt il y a dix-huit mois. Si l'on veut trouver un seul défaut à cette réforme, c'est d'avoir accordé, pour des raisons politiques, trop de concessions sur les dispositifs concernant les carrières longues, dispositifs qui coûtent cher. De fait, le régime de base pourrait être déficitaire dès cette année et il faudra remettre le couvert de la réforme d'ici quelques années. Encore une fois, il faudra trouver le moyen d'allonger la durée moyenne de cotisation. Encore une fois, la France sera bloquée plusieurs semaines. Encore une fois, le gouvernement sortira essoré de cette séquence, sans capacité à mener d'autres réformes. Et surtout, après la prochaine réforme, il faudra prévoir une autre prochaine réforme. Et oui, dans un pays où les gens vivent de plus en plus vieux et font de moins en moins d'enfants, un régime de retraite par répartition est amené à être réformé quasiment en continu pour décaler toujours plus tard l'âge moyen de départ en retraite à taux plein. Le mur de la démographie nous fait toucher du doigt les limites d'un système de pure répartition.

C'est la raison pour laquelle l'amendement présenté au projet de loi de financement de la sécurité sociale par le sénateur des Hauts-de-France, Franck Dhersin (Horizons), qui introduit une dose de capitalisation dans notre système, arrive à point nommé. Pour bien comprendre l'enjeu, on lira la note que Bertrand Martinot vient de publier pour la Fondation pour l'innovation politique (*La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites?*). Cet économiste souligne que le système français repose quasi exclusivement sur la

répartition, avec 97,8 % des retraites financées par ce modèle. Ce choix se distingue des autres grandes économies, où la capitalisation occupe une place plus significative.

Résultat : des dépenses publiques de retraites en France parmi les plus élevées au monde (plus de 13 % du PIB), des cotisations très élevées (27,8 % des salaires bruts) qui pèsent sur la compétitivité des entreprises et un système qui creuse les inégalités patrimoniales. (...)

Bertrand Martinot rappelle un principe économique fondamental : le rendement du capital est structurellement supérieur à la croissance économique. Cet écart rend la capitalisation plus performante à long terme pour financer les retraites. Contrairement à une idée répandue, la capitalisation n'est donc pas plus risquée que la répartition, à condition de diversifier les investissements et de limiter les placements en actifs volatils, ce que la réglementation fera facilement. (...)

A l'heure où la gauche est intellectuellement défaite et où la droite est à court d'idées, l'introduction d'une dose de capitalisation, pour les futurs retraités mais surtout pour notre puissance économique, est une excellente proposition. Puisse l'amendement Dhersin passer le cap du 49.3!

<https://www.lexpress.fr/economie/politique-economique/retraites-la-capitalisation-un-vrai-reve-marxiste-par-nicolas-bouzou-DDDOC7M3VNFGTCL7J3FJYVFPWQ/>

---

*Neue Zürcher Zeitung, 13 novembre, article payant*

**Europas Bevölkerung schrumpft und altert: «Zuwanderung kann das demografische Problem nicht lösen, höchstens etwas kompensieren»**

Die Alterung der Bevölkerung in Europa beschleunigt sich – mit negativen Folgen für das Wirtschaftswachstum. Gegenrezepte gibt es, doch sie haben einen Preis.



Alvaro Barrientos / AP

Die niedrigen Geburtenraten in Europa in den vergangenen Jahrzehnten hinterlassen zunehmend Spuren beim Wirtschaftswachstum.

### Extrahits :

In Europa wird der demografische Wandel immer stärker spürbar. Laut der EU-Statistikbehörde Eurostat ist der Anteil der über 65-Jährigen an der Bevölkerung in der Europäischen Union im Zeitraum 2002 bis 2022 um 5 Prozentpunkte auf 21 Prozent gewachsen. Gleichzeitig gab es bei den unter 20-Jährigen im selben Zeitraum einen Rückgang um 3 Prozentpunkte, sie kamen noch auf einen Anteil von 20 Prozent. Insgesamt lebten Anfang 2022 rund 447 Millionen Menschen in der Europäischen Union.

Die Entwicklung lässt Ökonomen und Finanzmarktakteure aufhorchen, denn die erwerbstätige Bevölkerung schrumpft zunehmend – und dies dürfte negative Folgen für das Wirtschaftswachstum haben. Die Bank Morgan Stanley etwa rechnet mit einem Rückgang der Zahl der Erwerbstätigen in der Euro-Zone um 6,4 Prozent von heute bis zum Jahr 2040. (...)

«Der Zusammenhang zwischen der demografischen Entwicklung in Europa und dem Wirtschaftswachstum ist in den kommenden zehn bis zwanzig Jahren klar negativ», sagt Manuel Buchmann, Projektleiter und Berater bei Demografik, einem unabhängigen Kompetenzzentrum für Demografie in Basel. «Europa wird immer mehr zu einem alternden und schrumpfenden Kontinent.» (...)

Der Rückgang der erwerbstätigen Bevölkerung in Europa hat sich mit der derzeit laufenden Pensionierung der geburtenstarken Jahrgänge der Babyboomer verstärkt. Diese Generation umfasst in den Jahren 1946 bis 1964 geborene Personen.

Niedrige Geburtenraten und ein Anstieg bei der Lebenserwartung haben in den vergangenen Jahrzehnten dafür gesorgt, dass das Medianalter der Bevölkerung in der EU bis zum Jahr 2022 auf 43,4 Jahre gestiegen ist. Darauf



weist eine Studie der Grossbank UBS vom Juli dieses Jahres zu diesem Thema hin. Damit liegt es um fünf bis sechs Jahre höher als in den USA oder Australien und um drei Jahre höher als in Kanada. (...)

Laut der UBS-Studie haben südeuropäische Länder wie Italien, Portugal und Griechenland besonders ungünstige Voraussetzungen in Bezug auf den demografischen Wandel. In den kommenden Jahrzehnten dürfte sich die Situation dort noch verschlechtern.

Die erwerbstätige Bevölkerung in Italien könnte im Zeitraum 2022 bis 2050 folglich um 10 Millionen Personen auf 27 Millionen zurückgehen. Auch in Spanien sieht es in dieser Beziehung nicht gut aus, hier wird in derselben Periode ein Rückgang um 8 Millionen erwerbstätige Personen auf 23 Millionen erwartet.

In Frankreich ist die Situation etwas besser. Hier soll die Erwerbsbevölkerung laut den Prognosen bis 2050 um 2,6 Millionen auf 37 Millionen Personen sinken.

In Deutschland könnte die erwerbstätige Bevölkerung indessen laut der UBS-Studie ebenfalls um 8 Millionen auf 45 Millionen Menschen sinken. (...)

Höheres Rentenalter und Zuwanderung

Um den wirtschaftlichen Herausforderungen durch den demografischen Wandel zu begegnen, empfiehlt Morgan Stanley insbesondere Frankreich und Spanien, das gesetzliche Rentenalter anzuheben. (...)

«Trotzdem kann Zuwanderung das demografische Problem nicht lösen, sie kann es höchstens etwas kompensieren», sagt Buchmann. Politisch würden Gesellschaften hier ab einem gewissen Punkt an Grenzen stossen. Die UBS-Ökonomen sehen dies ähnlich: Bei der Integration der Zuwanderer in die Arbeitnehmerschaft gebe es oftmals grosse Herausforderungen. Zudem hätten weniger als 30 Prozent der im Ausland geborenen Bevölkerung in der EU und der Euro-Zone ein höheres Ausbildungsniveau. Sie würden Wirtschaftssektoren, die auf Fachkräfte angewiesen sind, also zunächst weniger helfen. (...)

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/wohlstand-in-gefahr-wie-die-alterung-europas-das-wachstum-hemmt-ld.1855107>

---

*Le Point, 12 novembre, article payant*

**Retraites : « Nos lois de finances ne présentent pas correctement les comptes sociaux »**

ENTRETIEN. Selon l'ancien inspecteur des finances Jean-Pascal Beaufret, les retraites représentent la moitié des 1 000 milliards d'euros de dettes accumulées sous l'ère Macron.

Extraits :

C'est au moment de la réforme des retraites en 2019 que l'ancien inspecteur des finances Jean-Pascal Beaufret a commencé à s'intéresser au sujet. En décortiquant l'étude d'impact, il s'était rendu compte que la présentation des comptes [masquait un trou béant](#). Depuis, il se bat pour une plus grande « transparence financière ». Dans un article pour la revue *Commentaire*, Jean-Pascal Beaufret s'est livré à une analyse de la dérive des comptes sous l'ère Macron. Le responsable, selon lui ? Les retraites, qui représentent la moitié de ce dérapage. Pour *Le Point*, il analyse la situation de nos finances publiques.

Le Point : Vous êtes un ancien de Bercy. Le gouvernement vous semble-t-il de bonne foi lorsqu'il affirme que le dérapage budgétaire en 2023 et 2024 provient d'une simple erreur technique ?

Jean-Pascal Beaufret : J'ai quitté le ministère de l'Économie il y a plus de vingt ans, mais j'en garde des souvenirs de méthode et d'organisation. Un commentaire récent me paraît très exact : « Les fonctionnaires de Bercy, et en particulier ceux du Trésor, de la direction du Budget ou de la direction générale des Finances publiques préféreraient jeter leur ordinateur par la fenêtre plutôt que de fournir un chiffre mal documenté ou sciemment inexact. » Ces administrations sont extrêmement soucieuses de fournir au gouvernement les données les plus exactes possibles.

On peut contester les méthodes utilisées, il peut y avoir des erreurs techniques, mais ces fonctionnaires sont compétents et honnêtes. En revanche, ils ne peuvent guère aller contre un volontarisme politique et une vision globale imprudente des décideurs. Ce volontarisme, on le voit quand on relit les différents avis du Haut Conseil des Finances publiques, qui n'a cessé de souligner l'optimisme des prévisions...(...)

Vous avez analysé la dérive des comptes publics sous l'ère Macron. D'où vient-elle ?

En 2018, le déficit était de 55 milliards. Il sera d'environ 180 milliards en 2024. Comment passe-t-on de l'un à l'autre, voilà la question essentielle. En 2018, le déficit était principalement dû aux retraites. Pour arriver aux 180 milliards, il faut ajouter à ce socle permanent de déficit des retraites de 70 Md€ (le déficit réel corrigé en tenant compte des subventions et des transferts de l'État, pas celui qui est voté dans la loi de financement de la sécurité sociale), 50 milliards d'allègements fiscaux et 60 milliards de dépenses additionnelles de l'État, des collectivités locales et de l'Assurance-Maladie.

Vous expliquez en effet dans votre article que les retraites représentent selon vos calculs [la moitié des 1 000 milliards de dette](#), les dépenses de crise, un quart, et les allègements fiscaux, un autre quart. Comment arrivez-vous à ce résultat ?

Pour arriver à ce résultat, j'ai retraité les données officielles de l'Insee, en tenant compte des transferts et des subventions qui viennent combler le besoin de financement des retraites et en reclassant des opérations. J'ai par exemple mis les retraites des fonctionnaires de l'État, qui apparaissent officiellement dans les comptes de l'État, dans ceux des administrations de sécurité sociale, car cela permet de donner une vision plus exacte de la dépense sociale. En agrégeant à ces données les informations fournies par le gouvernement, les rapports parlementaires et la Cour des comptes, on arrive à environ 220 milliards de dépenses de crise, presque 200 milliards de baisses d'impôts, et des déficits de retraite de 70 milliards par an, soit 420 Md€ sur la période. Ce fait n'est pas nouveau : cela fait longtemps que les retraites pèsent de manière massive sur les comptes publics. Mais la manière dont on les présente fait disparaître ce déficit...

Le gouvernement actuel n'est donc pas responsable de la moitié de l'accroissement de la dette ?

Non, mais, en sept ans, on a discuté longuement et à deux reprises des retraites pour les réformer et jamais l'exécutif n'a présenté la situation financière exacte. L'absence de transparence ne tient pas à la volonté de mentir, mais au fait que nos lois de finances ne présentent pas correctement les comptes sociaux, ce qui arrange tout le monde.

Que pensez-vous du [budget présenté par le gouvernement Barnier](#) ?

Toute tentative pour rétablir nos comptes publics est bonne. Cela dit, beaucoup de mesures sont présentées comme provisoires, et il s'agit plus de hausses de prélèvements que des baisses de dépense. Or, il nous faut baisser les dépenses publiques de 120 Md€ au cours des prochaines années et il y a des gisements de baisses de dépense considérables. Notamment du côté de la dépense sociale : celle-ci a augmenté de 20 % plus vite que le PIB depuis 2000... Reporter de six mois l'indexation des retraites, c'est une goutte d'eau. C'est sur plusieurs années qu'il faudra évidemment le faire. Tant qu'à alerter les retraités sur le niveau des retraites, je pense qu'il faut le faire de manière pluriannuelle plutôt que sur une seule année. (...)

[https://www.lepoint.fr/economie/retraites-nos-lois-de-finances-ne-presentent-pas-correctement-les-comptes-sociaux-10-11-2024-2574908\\_28.php](https://www.lepoint.fr/economie/retraites-nos-lois-de-finances-ne-presentent-pas-correctement-les-comptes-sociaux-10-11-2024-2574908_28.php)

---

*Le Point, 9 novembre, article payant*

### **La retraite des fonctionnaires territoriaux au bord du précipice**

Les cotisations ne couvrent plus les pensions, pointe un récent rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales, qui préconise des remèdes douloureux, avec effet immédiat.

Extraits :

C'est un rapport passé sous les radars mais qui risque de faire des vagues. L'Inspection générale des affaires sociales (Igas), alliée pour l'occasion à l'Inspection générale des finances et à l'Inspection générale de l'administration, a rendu le 14 octobre 2024 ses conclusions sur la situation financière de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), qui couvre aussi les hospitaliers.

En résumé : vous avez aimé le [trou de la retraite des fonctionnaires de l'État](#), vous adorerez le [gouffre de la retraite des fonctionnaires territoriaux](#). Rien ne va plus, tous les indicateurs sont au rouge.

Le plus important d'entre eux, le ratio cotisants/pensionnés, « était largement supérieur à 4 dans les années 1980 ; il est désormais de 1,46 ». Comment est-ce possible alors que les effectifs de la fonction publique territoriale ont fortement augmenté ces 40 dernières années ?

Il y a deux explications, détaillent les rapporteurs. D'une part, les collectivités ont recruté beaucoup de contractuels, qui cotisent au régime général. Ils représentent désormais un agent sur cinq (19,9 % exactement). D'autre part, la CNRACL fait cotiser seulement les agents à temps plein.

Par ailleurs, elle a été généreuse, assurant le régime de base et la complémentaire, accordant des « majorations de pension pour enfants » et des « validations entières des périodes cotisées à demi-traitement du fait de congés maladie ». Sans oublier son fonds d'action sociale et son fonds national de prévention...

Pour son malheur, elle compte 70 % de femmes parmi ses pensionnés (contre 53 % dans l'ensemble des régimes). Or, en moyenne, compte tenu de l'écart d'espérance de vie, une femme percevra sa retraite pendant 23 ans et 4 mois, contre 18 ans et 9 mois pour un homme.

L'ensemble crée une situation intenable. La CNRACL ne fonce pas dans le mur, elle l'a déjà percuté. Ses cotisations, apportées par près de 2,2 millions de cotisants, se sont élevées à 24,4 milliards d'euros en 2023, « soit moins que les prestations légales servies » la même année, précise le rapport. (...)

Le rapport est formel, il faudra très rapidement des efforts des employeurs publics et des fonctionnaires. Les premiers devront contribuer davantage ; quant aux seconds, ils sont face à une alternative douloureuse : cotiser davantage, « ce qui signifie concrètement une diminution de leur traitement net », ou se résigner à toucher une plus petite retraite. (...)

Point très important souligné par les rapporteurs, la CNRACL vit exclusivement des cotisations, alors que ces dernières représentent seulement 70 % des recettes du régime général, porté à bout de bras par l'impôt ou la dette, comme celui des fonctionnaires d'État. La caisse des territoriaux illustre en définitive la situation sans fard de la retraite par répartition, l'ironie du sort étant que les fonctionnaires cotisent aussi, sur leurs primes, [à un fonds par capitalisation](#) qui ne se porte pas si mal...

[https://www.lepoint.fr/societe/la-retraite-des-fonctionnaires-territoriaux-au-bord-du-precipice-08-11-2024-2574811\\_23.php](https://www.lepoint.fr/societe/la-retraite-des-fonctionnaires-territoriaux-au-bord-du-precipice-08-11-2024-2574811_23.php)

---

*Le Point, 8 novembre, article payant*

## **Retraites des fonctionnaires financées par la dette : le Sénat brise le tabou**

INFO LE POINT. Un tiers du déficit, et la moitié de la dette : c'est ce que représente le déficit chronique des retraites des fonctionnaires, calcule le Sénat, qui va bientôt entamer l'examen du Projet de loi de financement de la sécurité sociale. Explosif.

### Extraits :

C'est une bombe à retardement que seulement une poignée d'initiés connaissent, et qu'ils ont tenue soigneusement enterrée pendant des années. Alors que le [déficit devrait dépasser cette année 166 milliards d'euros](#), plombant davantage encore une [dette pharaonique de 3 300 milliards d'euros](#), le gouvernement cherche désespérément des sources d'économies... Quand la plus évidente s'étale sous ses yeux, sans que personne n'en

parle. « C'est incompréhensible, scandaleux », fulmine le sénateur (UDI) Vincent Delahaye, déterminé, cette fois, à mettre les pieds dans le plat.

Rapporteur pour avis du budget de la sécurité sociale au Sénat, il a voulu comprendre pourquoi le déficit s'est inexorablement creusé ces vingt dernières années, en dépit de tous les efforts, et alors que le système de retraite a longtemps été présenté au public comme « globalement équilibré ». En réalité, c'est un gouffre qui engloutit chaque année plus de 50 milliards d'euros de déficit ! « Si l'État cotisait comme tout employeur au taux maximum de 28 %, il ne pourrait pas payer les retraites de ses fonctionnaires », explique le sénateur. « Pour le faire, il surcotise à 98 %, en dissimulant la dépense dans sa masse salariale ! » Pour la première fois, le Sénat a donc entrepris de calculer ce que coûte réellement à l'État, et donc à la collectivité, les « surcotisations » versées par l'État employeur, pudiquement appelées « contributions d'équilibre », pour compenser le [déséquilibre chronique entre actifs et retraités dans la fonction publique](#).

Les chiffres, une fois retraités, donnent le vertige. Depuis 2002, des centaines de milliards d'euros de déficits ont été masquées. Pour la seule année 2023, alors que le Conseil d'orientation des retraites (COR), instance paritaire censée « éclairer » le débat public, affichait fièrement un excédent de 3,8 milliards d'euros, le déficit réel des retraites du secteur public atteignait 56,5 milliards. Un gouffre qui représente un tiers du déficit public total.

Comment un tel dérapage a-t-il pu rester masqué durant si longtemps ? Créé en 2000, le Conseil d'orientation des retraites, institution « d'expertise et de concertation » composée de 42 membres (dont de nombreux syndicalistes), s'est attaché à obscurcir le débat, se noyant dans des hypothèses complexes de productivité ou de taux de chômage, et dans des « conventions comptables » contestables, consistant à considérer toutes les sommes versées par l'État pour équilibrer le régime de retraite des fonctionnaires, des régimes spéciaux, des collectivités locales, etc., comme si elles étaient des cotisations ou des impôts affectés. En clair : le fait incontestable que les retraites des fonctionnaires sont financées par la dette a été masqué.

Une opacité aux conséquences politiques majeures : les Français n'ont pas compris, en 2023, l'urgence d'une réforme adoptée dans la douleur, et qui n'a en réalité « réglé que 10 % du problème », selon Vincent Delahaye.

Dans le détail, documente le Sénat, cette surcotisation, ajoutée à diverses subventions que verse l'État (bonifications pour enfants, pensions de réversion...), entraîne un coût total de 72,5 milliards par an, dont 56,5 milliards pour les retraites publiques (4 millions de pensionnés) et 16 milliards pour les retraites privées (13 millions de pensionnés). « En 2023, un retraité du secteur public aura donc coûté en moyenne 14 125 euros aux finances publiques, contre 1 230 euros pour un retraité du privé. Un rapport de 1 à 12 ! C'est profondément injuste, car nous payons tous les mêmes impôts ! » s'indigne Vincent Delahaye. (...)

La France peut-elle continuer à avoir le système de retraites le plus généreux du monde – départ le plus précoce, minimum vieillesse le plus élevé, niveau de vie des retraités supérieur aux actifs – en étant seulement le 25<sup>e</sup> pays mondial pour la richesse par habitant ? Nous y sommes parvenus jusqu'à présent au prix d'un endettement colossal... Veut-on, et peut-on continuer comme cela ? » Le débat, à tout le moins, mérite d'être posé.

[https://www.lepoint.fr/politique/retraites-des-fonctionnaires-financees-par-la-dette-le-senat-brise-le-tabou-07-11-2024-2574647\\_20.php](https://www.lepoint.fr/politique/retraites-des-fonctionnaires-financees-par-la-dette-le-senat-brise-le-tabou-07-11-2024-2574647_20.php)

---

*L'Opinion, tribune, 6 novembre, article payant*

**David Lisnard : « Retraites : gare à la fracture – et à la facture – générationnelle »**



Sur les retraites, il faut passer à autre chose, ce qui exige de ne pas considérer les décisions circonstancielles du Conseil national de la résistance comme les Tables de la loi éternelle et d'éviter les postures morales comme les sentences générationnelles

Extraits :

Je ne cesse de l'évoquer depuis des années : le système actuel de retraites est d'abord injuste pour les jeunes générations qui cotisent pour une pyramide de Ponzi. Il est ensuite intenable financièrement et génère un rituel sado-réformiste sur l'âge de départ. Il est enfin la principale cause de la dégradation des comptes publics depuis cinquante ans. C'est pourquoi il faut passer à autre chose, ce qui exige de ne pas considérer les décisions circonstancielles du Conseil national de la résistance comme les Tables de la loi éternelle et d'éviter les postures morales comme les sentences générationnelles.

Un nouveau thème clivant émerge depuis quelque temps à travers essais, articles et bien sûr réseaux sociaux : dans le contexte anxiogène du gouffre de la dette et d'une équation budgétaire cauchemardesque, les économies et/ou les hausses d'impôts devraient se faire en priorité sur les 17 millions de retraités français. Plaide fortement en ce sens le poids considérable des retraites dans la dépense publique (23,6 %) et dans le PIB (13,5 %). En outre, le système ne tient - et encore ! - que par la contribution massive de l'Etat (80 milliards d'euros par an), accentuant le déficit budgétaire comme la pression fiscale. Et c'est sans compter avec la lourde dette hors bilan liée aux retraites des fonctionnaires (plus de 1 800 milliards d'euros).

Le système est donc intenable à moyen terme devant le recul constant du nombre d'actifs par rapport à celui des retraités. S'ajoutent à cette réalité démographique la baisse de la productivité et la considération morale de « l'équité intergénérationnelle » en faveur des plus jeunes, dont les propres perspectives de retraite sont très sombres et qui doivent en plus combler le trou creusé par leurs aînés : le financement des retraites est de fait responsable de la moitié de la dégradation de la dette publique depuis 2017. (...)

En réaction, les défenseurs des retraités - qui ne manquent pas de relais dans les partis politiques vu leur poids électoral - arguent de l'injustice qu'il y aurait à pénaliser ceux qui, par définition, ont travaillé et cotisé des décennies durant ; de plus en plus longuement et lourdement depuis les réformes successives des années 2010-2020, c'est-à-dire pour toutes les cohortes nées après 1950 qui n'ont pas bénéficié de la retraite à 60 ans de leurs aînés (eux-mêmes très faibles cotisants), mais qui ont payé pour elle, on l'oublie trop souvent.

De fait, « le pic de richesse » des retraités constaté dans les années 2000-2010 semble bien appartenir au passé et, contrairement à des assertions aussi accusatoires que trompeuses, les pensions (1 531 euros en moyenne)

restent nettement inférieures aux salaires (2 630 euros en moyenne). C'est par leur patrimoine que les retraités assurent leur quasi-égalité de niveau de vie avec l'ensemble de la population, un niveau de vie qui reste au demeurant inférieur à celui des actifs (-12 %). Et qui ne peut être considéré comme illégitime qu'au prix de deux sophismes : le premier selon lequel un retraité devrait par définition être plus pauvre qu'un actif ; le second, qui consiste à considérer que détenir un patrimoine supérieur après plus de quarante années de travail qu'après dix constituerait une « injustice ». (...)

Pour désamorcer le conflit générationnel qui s'annonce - et que des entrepreneurs politiques pourraient vite instrumentaliser - notre pays doit donc adopter des réformes structurelles pour répondre au vrai problème : non pas « les abus des boomers », mais le sauvetage des retraites pour tous, c'est-à-dire le changement de système. Il y a là l'occasion de modifier radicalement notre rapport à la retraite, trop souvent perçue comme l'opposé de l'activité et comme un droit à la fois opposable aux autres et financé par les autres. (...)

Rendons les Français propriétaires de leur retraite, c'est-à-dire à la fois du produit de leurs cotisations et d'une partie désormais longue de leur existence. C'est bien pourquoi la création d'un étage de capitalisation collective obligatoire, entre une répartition réduite au minimum vieillesse et la capitalisation libre, est aussi financièrement utile que moralement libératrice. (...)

A quoi devront s'ajouter, dans le même objectif de désaliénation et de réappropriation de leur existence par nos compatriotes, la relance de la politique familiale, la réforme radicale de l'Etat devenu « big mother », et la libération de l'énergie productive des Français, seule source durable du financement de notre système social en général. Faute de quoi notre habitus national reprendra très vite le dessus et les hausses d'impôts, présentées comme « exceptionnelles et temporaires », deviendront durables et, une fois de plus une cause de découragement individuel, d'exode de la réussite, de déclassement national, d'effondrement collectif. Ainsi va la France.

*David Lisnard est président de Nouvelle Energie et maire de Cannes.*

<https://www.lopinion.fr/politique/retraites-gare-a-la-fracture-et-a-la-facture-generationnelle-par-david-lisnard>

---

*L'Express, 4 novembre, libre accès*

### **Retraites : avec la dernière réforme, l'âge moyen de départ devrait être décalé de six mois**

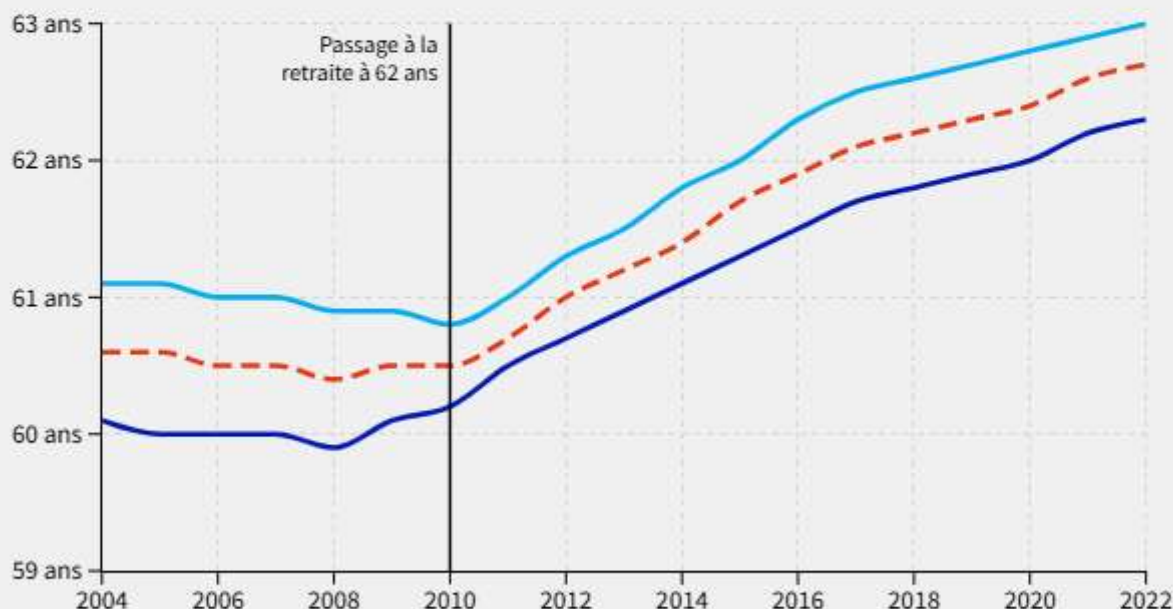
Société. Selon une étude, il a déjà reculé de deux ans et deux mois depuis 2010. En moyenne, les femmes arrêtent toujours de travailler plus tard que les hommes.

## RETRAITES

### L'âge effectif de départ en retraite en hausse depuis 2010

Entre 2010 et 2022, l'âge moyen de départ en retraite est passé de 60 ans et demi à 62 ans et sept mois, soit une hausse d'environ deux ans et un mois. En moyenne, les hommes partent toujours en retraite plus tôt que les femmes.

Age de départ en retraite pour les Femmes Hommes Ensemble



Source : DREES, "Les retraites et les retraités, Edition 2024"

L'EXPRESS

#### Extraits :

Le sujet des [retraites](#) va revenir dans l'actualité ce jeudi 31 octobre, à l'occasion de la niche parlementaire du Rassemblement national. Un débat sans fin, et un horizon qui ne cesse de s'éloigner pour les actifs. Fin 2022, 17 millions de personnes étaient retraitées de droit direct des régimes français. Soit 175 000 personnes de plus par rapport à fin 2021. Mais sous [l'effet des réformes](#), l'âge moyen de départ ne cesse de reculer.

Selon la dernière édition du panorama des retraites [publié ce mercredi 30 octobre](#) par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), cet âge était de 62 ans et 8 mois fin 2022. Une progression de deux ans et deux mois depuis 2010. Et d'après la Drees, l'âge moyen de départ ne devrait pas aller en diminuant. Au contraire, celui-ci devrait continuer d'augmenter, contraignant bientôt les travailleurs à partir en moyenne six mois plus tard.

En cause : les réformes des retraites de 2010 et 2023. D'après la direction statistique des ministères sociaux, les relèvements des âges légaux de 60 à 62 ans issus de la réforme de 2010 expliqueraient cette hausse de deux ans et deux mois de l'âge moyen de départ. Mais contrairement aux idées reçues, celle de 2023 ne devrait pas avoir autant d'effet, et devrait engendrer un report de six mois. En effet, contrairement à la réforme de 2010 qui avait fixé l'âge de départ sans décote (sans réduction de la pension en cas de trimestres manquant) à 67 ans, au lieu de 65, celle de 2023 a gardé inchangé l'âge de départ sans décote. Une caractéristique qui, selon la Drees, devrait limiter le recul de l'âge moyen de départ.

D'après cette même étude, d'autres évolutions ont également contribué à la hausse de l'âge de départ à la retraite entre 2010 et 2022. Entre autres, près d'un quart de cette augmentation s'expliquerait "par la diminution des départs à la retraite avant 60 ans, pour l'essentiel des régimes spéciaux et de la fonction publique". (...)

Mais quel que soit le sexe du retraité, à l'instar des années précédentes, son niveau de vie était "légèrement supérieur à celui de l'ensemble de la population en 2021" (derniers chiffres disponibles). Avec un niveau de vie médian à 1970 euros par mois pour un retraité vivant en France métropolitaine dans un logement ordinaire, celui-ci était 2,1 % plus important que celui du reste de la population.

<https://www.lexpress.fr/societe/retraites-avec-la-derniere-reforme-lage-moyen-de-depart-devrait-etre-decale-de-six-mois-6LJ3UX2A25CSZEMS3REX7XCTBM/>

---

*Le Figaro, 4 novembre, article payant*

### «Le vieillissement de la France risque d'emporter nos finances publiques, notre système de santé et notre système de retraite»

ENTRETIEN. - Dans dix ans, le pays comptera 18 millions de plus de 65 ans pour 12 millions de moins de 25 ans. Un choc auquel il n'est pas préparé, selon Sylvain Rabuel, le patron de DomusVi.

#### Extraits :

Le FIGARO. - Le nouveau gouvernement est-il conscient de l'ampleur du défi que représente le vieillissement de la population ?

Sylvain RABUEL. - Dans son discours de politique générale, le premier ministre, [Michel Barnier](#), a dit qu'il dirait la vérité aux Français. Il a parlé de la dette publique, mais il a ignoré la dette démographique, qui se constitue chaque jour, lentement mais inexorablement. Dans dix ans, la France comptera plus de personnes âgées que de jeunes : 18 millions de plus de 65 ans (12 millions aujourd'hui) et 12 millions de moins de 25 ans. Parmi elles, 2,5 millions seront en situation de dépendance, soit 800.000 de plus qu'aujourd'hui.

Pour la société française, qui a toujours été composée majoritairement de jeunes, ce sera un bouleversement social, économique et anthropologique. Ce choc risque d'emporter nos finances publiques, notre système de santé et notre système de retraite. Pis. Il mettra à mal la fraternité entre générations. En 2035, 30 milliards d'euros de plus seront nécessaires pour financer nos retraites, et il faudra 20 milliards de plus pour prendre en charge les pathologies liées au vieillissement. Il faut cesser de regarder ailleurs et sonner la mobilisation générale. Sinon, notre pays ne saura plus innover et prendre de risques, et il sera plus difficile à vivre pour les jeunes générations.

Pourquoi ces enjeux sont-ils absents du débat public ?

La vieillesse concentre beaucoup d'a priori négatifs, car elle est associée à la notion de fardeau. Il est urgent de changer d'état d'esprit. Nous devons donner une vision politique et dynamique de la vieillesse, et cesser de l'associer à l'immobilisme et à l'incapacité. Ne considérons pas les personnes âgées comme un tout indistinct : à 65 ans, on ne vit pas comme à 85 ans. Il faut cesser d'opposer les actifs et les inactifs et intégrer que les personnes âgées sont créatrices de richesse. Les retraités sont appelés à continuer d'enseigner ou de soigner. Dans dix ans, nous aurons les seniors les mieux formés au monde. De même que l'on demande aux plus jeunes de faire un service civique, nous pourrions demander aux personnes âgées de continuer à contribuer à l'activité. Les seniors seront un levier de création de richesses, notre pays doit l'envisager de façon stratégique pour préparer son avenir. (...)

Comment financer les besoins à venir ?

Une augmentation de la CSG me semble plus juste que la création d'une nouvelle journée de solidarité, qui ferait peser sur les seuls actifs le financement du grand âge. Nous pouvons aussi flécher l'épargne des Français dans cette direction. Mais la priorité, c'est d'avoir un débat de société. Il faudra ensuite réformer le système de financement, trop complexe et siloté. Enfin nous pourrions y mettre davantage de moyens. Les besoins tournent autour de 1 milliard à 1,5 milliard supplémentaires chaque année.

<https://www.lefigaro.fr/societes/le-vieillissement-de-la-france-risque-d-emporter-nos-finances-publiques-notre-systeme-de-sante-et-notre-systeme-de-retraite-20241102>



---

**Demography : Britain's birth rate has crashed. It is likely to recover** (The Economist, 30 octobre, article payant)

Immigrants to the rescue, again

Extraits :

Across London, primary schools are under threat. In Tulse Hill, in the south of the capital, parents and local politicians are trying to save Fenstanton Primary School, pleading that it is “the beating heart” of a poor neighbourhood. Lambeth Council is likely to shut it anyway, citing a sharp decline in the number of young children in the area. The school could hold 630 pupils. It had just 271 in January.

Babies are in [short supply](#) generally. On October 28th the Office for National Statistics announced that the [fertility rate](#) in England and Wales was just 1.44 births per woman in 2023—the lowest figure since records began in 1938. The rate is well below the point that Japan reached in 1989, when it experienced what was known as the “1.57 shock”. In Lambeth the fertility rate is a mere 1.09, about the same as in [China](#).

Ask Britons why they are having babies or not, and their answers are not that enlightening. A study in early October by Alina Pelikh and Alice Goisis of University College London found that almost half of 32-year-olds who want children but are not currently trying to conceive say simply that they are not ready. A rise in university-going and a pervasive anxiety about the state of the world seem to be contributing to that unreadiness. (...)

Are England and Wales destined to follow East Asian countries into a babyless future? At least one of the responses from the public to Lambeth Council's proposal to shut Fenstanton Primary School said that the number of children could rise again. Sadiq Khan, the mayor of London, has argued much the same. The council pooh-poohs this possibility. But the quibblers are right: the baby slump could end in the next few years, for three reasons.

The first has to do with the rising age of parenthood. The mean average age of first-time motherhood in England and Wales is rising by about one year per decade; in 2022 it was 29. That change is suppressing the fertility rate, which is not a forecast about the number of babies that women will end up having but a measure of current behaviour. If women settle into a pattern of older childbearing, the fertility rate will recover a bit. (...)

The second reason for optimism, at least if you manufacture cots or run a school, is history. Demography often moves in waves, with the number of babies advancing and receding. (...)

Finally, Britain differs from the baby deserts of East Asia in having lots of immigrants. Net migration has been above 400,000 per year since 2021. That has irked politicians and the public but it could be a boon if you are trying to keep a school open, since many immigrants are young women. *In 2022 three in ten babies born in England and Wales had foreign-born mothers, and the share is rising.* Immigrants have bailed out Britain in many ways. They could yet ameliorate its baby slump, too. ■

<https://www.economist.com/britain/2024/10/29/britains-birth-rate-has-crashed-it-is-likely-to-recover>

---

**Elon Musk Wants Big Families. He Bought a Secret Compound for His** (NYT, 30 octobre, article payant)

As the billionaire warns of population collapse and the moral obligation to have children, he's navigating his own complicated family.

Extraits :

On a quiet, leafy street of multimillion-dollar properties, one stands out: a 14,400-square-foot mansion that looks like a villa plucked from the hills of Tuscany and transplanted to Austin, Texas.

This is where Elon Musk, 53, the world's richest man and perhaps the [most important campaign backer](#) of former President Donald J. Trump, has been trying to establish the cornerstone of an unusual family compound, according to four people familiar with his plans.

Mr. Musk has told people close to him in recent months that he envisions his children (of which there are at least 11) and two of their three mothers occupying adjoining properties. That way, his younger children could be a part of one another's lives, and Mr. Musk could schedule time among them.

Directly behind the villa is a six-bedroom mansion that Mr. Musk helped purchase, according to two of the people and public records. The total cost of both properties was about \$35 million. When in Austin, he often stays at a third mansion about a 10-minute walk away, the people said.

Three mansions, three mothers, 11 children and one secretive, multibillionaire father who obsesses about declining birthrates when he isn't overseeing one of his six companies: It is an unconventional family situation, and one that Mr. Musk seems to want to make even bigger.

A proponent of in vitro fertilization, Mr. Musk believes strongly in increasing the world's population. He has even offered his own sperm to friends and acquaintances, including the former independent vice-presidential candidate [Nicole Shanahan](#), according to two people familiar with his offer. Ms. Shanahan turned him down.

Mr. Musk has tried to keep his own growing family a secret. The compound, and his efforts to fill it with his children, which have not been previously reported, isn't just a personal matter for him; it is rooted in the existential anxieties that underpin his business empire. (...)

In choosing Senator JD Vance as his running mate, Mr. Trump brought declining birthrates to the forefront of this year's presidential election. Mr. Vance, who has [raised alarms](#) about the issue, made headlines for scolding "childless cat ladies." Mr. Musk's push for procreation also aligns globally with [world leaders](#) like Prime Minister [Giorgia Meloni](#) of Italy and Prime Minister Viktor Orban of Hungary and has made him something of a hero among pronatalists, who believe people should have as many children as possible.

In a biography published in 2015, Mr. Musk worried that educated people weren't having enough children. "I'm not saying like only smart people should have kids. I'm just saying that smart people should have kids as well," he said. "I notice that a lot of really smart women have zero or one kid. You're like, 'Wow, that's probably not good.'" (...)

Over the last three years, Mr. Musk has ratcheted up his alarm over the declining birthrate across the United States and elsewhere. In 2021, [his foundation gave \\$10 million to the University of Texas](#) to study fertility and population trends. He has posted at least 67 times on the subject since 2021, 33 of them in the last year. (...)

Few demographers believe the planet will face a catastrophic demographic event in the next few decades. The United Nations [said in July](#) that the global population, which is now eight billion, is expected to grow by two billion over the next 60 years, and then gradually fall by about 700 million people. (...)

Nonetheless, a number of developed countries [like Japan](#), Italy and Germany have been struggling to increase population as they face the economic consequences of a declining birthrate, like a shrinking work force and the costs of caring for the elderly.

"There is an awful morality to those who deliberately have no kids: they are effectively demanding that other people's kids take care of them in their old age," Mr. Musk posted on X in 2023, in response to a video of dual-income couples bragging about having no children. (...)

<https://www.nytimes.com/2024/10/29/business/elon-musk-children-compound.html>

---

**Cette révolution démographique qui s'annonce : "Aucun auteur de science-fiction n'aurait imaginé ce qui nous attend"** (L'Express, 30 octobre, article payant)

Grand entretien. Selon l'économiste Nicholas Eberstadt, nous sommes entrés dans "l'ère de la dépopulation". Les décideurs n'ont pas pris la mesure des bouleversements à venir. Mais il n'est pas trop tard. Fascinant.

*Extraits :*

"Pour la première fois depuis la peste noire dans les années 1300, la population mondiale va diminuer." Le dernier article publié dans *Foreign Affairs* par l'économiste américain Nicholas Eberstadt, chercheur à l'American Enterprise Institute, commence comme un ouvrage de science-fiction. Pourtant, le monde de demain qu'il nous décrit, celui de "la dépopulation", n'a rien de fictif. Comprenez un monde dans lequel l'excès de décès par rapport aux naissances deviendra la norme. Avec comme conséquence le non-renouvellement des populations. Ce spécialiste de démographie sait de quoi il parle, lui qui étudie le sujet depuis près de cinquante ans et qui a publié nombre d'ouvrages sur la question. Si, observe Nicholas Eberstadt, la fécondité mondiale a chuté depuis l'explosion démographique des années 1960, l'accélération de ce phénomène ces dix dernières années est spectaculaire. Et n'épargne quasiment plus aucune région du monde. Peu importe le niveau d'éducation ou de richesse des pays. Ainsi, l'année dernière, la France a enregistré moins de naissances qu'en 1806. L'ensemble des pays de l'Asie du Sud-Est a lui basculé dans la dépopulation en 2021. Une chute massive de la natalité qui touche aussi Cuba, la Tunisie, la Russie, etc. Même dans l'Afrique subsaharienne, qui "reste le dernier grand bastion à résister à cette vague mondiale de dépeuplement", les taux de fécondité ont chuté de plus de 35 % depuis la fin des années 1970, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Là où la dépopulation observée il y a sept siècles "a été causée par une maladie mortelle transmise par les puces, celle qui s'annonce sera entièrement due aux choix des individus", pointe l'économiste. (...)

L'Express : Selon plusieurs experts, l'intelligence artificielle est une menace pour l'existence même de l'humanité. Mais, en vous lisant, on serait tenté de penser que le déclin démographique est une menace bien plus grande...

Nicholas Eberstadt : Vous savez, il y a de nombreuses menaces qui pèsent sur l'humanité actuellement. Elles ont toujours été là et le seront encore à l'avenir. Mais je crois que l'idée même que des êtres humains ne veuillent pas perpétuer leur lignée familiale, voire leur espèce, aurait défié l'imagination de n'importe quel auteur de science-fiction du siècle passé. Cette dénatalité généralisée pose des défis inimaginables au type d'ordre que l'humanité a construit au cours des derniers siècles. Je ne veux pas sembler sensationnaliste ou catastrophiste, car je suis fondamentalement confiant dans les capacités humaines, mais ce changement de mentalité qui semble balayer le monde depuis une dizaine d'années m'intrigue beaucoup. (...)

Partout dans le monde, "les enfants, malgré leurs nombreuses joies, sont devenus la quintessence de l'inconvénient", écrivez-vous. Peut-on pour autant en déduire que ce désir d'avoir moins d'enfants ou de ne pas en avoir est la principale raison commune à cette chute globale de la natalité?

C'est compliqué de répondre à cette question. Ce qui me semble fascinant toutefois, c'est de constater que ce phénomène se produit dans autant d'endroits qui ont si peu de liens entre eux. Que ce soit le Népal, la Birmanie, la Colombie, ou encore la Turquie, où je me suis rendu dernièrement. A Istanbul, le nombre de bébés par femme était de 1,2 en 2023, c'est moins qu'à Berlin! Même chose à Ankara. Quand je voyage à travers différents endroits, j'observe cette même tendance. Cette baisse de la natalité touche aussi l'Afrique du Nord et l'ensemble du Moyen-Orient, où les démographes ont longtemps supposé que la foi islamique servait de rempart contre une chute brutale de la fécondité. Or des pays comme la Tunisie ou l'Iran sont au-dessous du seuil de remplacement. Pour l'Iran, c'est même le cas depuis environ vingt-cinq ans! (...)

N'y a-t-il aucun dirigeant ou aucun Etat qui ait, selon vous, pris la mesure de la révolution démographique que vous annoncez?

Je ne prétends pas connaître chaque politique gouvernementale dans les moindres détails, mais je ne crois pas. C'est pourquoi j'espère que mon article contribuera à encourager les décideurs à réfléchir à cette ère très différente dans laquelle nous pourrions très bientôt entrer. La macroéconomie d'un monde dépeuplé est une question primordiale et, pourtant, il s'agit d'un champ encore inexploré. (...)

Si vous deviez conseiller un président ou un Premier ministre, compte tenu de ce que vous savez de la situation démographique, que leur suggériez-vous de mettre en oeuvre dès maintenant?

Les gouvernements devront changer de bien des façons. Il est évident que les finances publiques devront être modifiées. Il faut s'attaquer aux systèmes d'imposition et de dépenses par répartition dans le domaine de la politique sociale. Si vous avez une pyramide des âges inversée, faire payer les retraités actuels par les travailleurs actuels serait bien trop écrasant pour ces derniers. Enfin, accumuler une dette publique de plus en plus importante dans un monde où la population diminue est une invitation à une éventuelle répression financière du contribuable. Mais la plus grande question qui se pose, selon moi, est celle de savoir ce qu'il adviendra de la famille. Avec ce repli annoncé de la sphère familiale, qu'est-ce qui remplira l'espace social? Qu'est-ce qui palliera ce soutien à la fois financier et psychologique qu'elle peut représenter? A l'heure actuelle, les sciences sociales ne nous donnent aucune indication à ce sujet. (...)

Lorsqu'on vous lit, il semble que, avec "l'ère de la dépopulation", les programmes sociaux actuels de retraite comme en France soient menacés de disparition...

Je sais ce qui se passe lorsqu'un Américain donne à des Français des recommandations sur la manière dont ils doivent gérer leurs affaires. [*Rires.*] Je ne vais certainement pas faire cela. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il n'y a jamais rien de gratuit dans le monde. S'il est important pour les Français de jouir d'une longue retraite vers la fin de leur existence, leur pays est suffisamment riche pour pouvoir se le permettre. En revanche, la France ne pourra se permettre rien d'autre. Elle n'aura plus aucune marge. Elle devra donc faire un choix. Il ne sera pas possible de conserver les arrangements actuels et de continuer à accroître la prospérité de la même manière qu'au cours du siècle précédent. Mais peut-être que les Français penseront qu'il est préférable d'avoir une bonne qualité de vie au détriment de la croissance économique et d'une meilleure prospérité... (...)

"Dans l'ombre de la dépopulation, l'immigration aura encore plus d'importance qu'aujourd'hui", selon vous. Cependant, les opinions publiques occidentales semblent de moins en moins ouvertes sur ce sujet...

Et pourtant, les immigrants qualifiés, talentueux et productifs représenteront une incroyable opportunité pour toute société vieillissante qui sera capable de les intégrer. Mais tous les Etats ne sont pas prêts. Cela requiert au sein de chaque pays une forme de consensus. Car il y a des contraintes culturelles. On voit ainsi des pays comme le Japon qui ont beaucoup de mal à imaginer comment assimiler les travailleurs étrangers. En tant qu'Américain, je suis par ailleurs très préoccupé par le chaos et la crise que nous avons tous créés à la frontière sud des Etats-Unis et qu'on a laissés se développer sur la base d'une mauvaise politique. (...)

Moins de jeunes actifs, plus de personnes âgées à la retraite, la situation ne s'annonce-t-elle pas explosive financièrement? Comment le système peut-il tenir?

D'une manière générale, pour maintenir et améliorer la prospérité, pour s'adapter avec succès à un monde qui se dépeuple, les Etats, les entreprises et les individus devront faire preuve d'une plus grande discipline budgétaire. Et porter une attention à l'apprentissage continu tout au long de la vie. En effet, dans le monde d'aujourd'hui, la force physique n'est pas à la base de la plupart des professions. Or, comme les gens vivent plus longtemps et sont en meilleure santé jusqu'à un âge avancé, ils peuvent travailler plus longtemps. Pour ceux qui, comme moi, ont atteint l'âge de la retraite et qui souhaitent continuer de travailler, c'est une excellente chose. La retraite forcée peut être une chose terrible sur le plan psychologique. (...)

En matière de démographie, "le monde de demain sera beaucoup plus africain, mais cela ne mènera pas nécessairement à un 'siècle africain'", écrivez-vous. Pourquoi?

Ce ne sont pas uniquement les effectifs qui font la puissance d'une nation ou d'un continent, le capital humain joue aussi un rôle important. Le manque à combler concerne les compétences et les connaissances des populations africaines. En Afrique subsaharienne, par exemple, 94 % des jeunes n'ont pas les compétences de base. Mais je pense que les choses s'amélioreront avec le temps. Il en va de même pour l'Inde. Il s'agit du pays le plus peuplé au monde, mais son essor économique est compromis par un niveau d'éducation à la traîne. En Inde, 7 jeunes sur 8 n'ont pas les compétences de base! Ce qui me fait dire qu'il faudra attendre encore longtemps avant que l'Inde dépasse économiquement la Chine, pourtant en voie de dépeuplement. A terme, je

suis très confiant sur le fait que nous atteindrons des niveaux élevés de compétences et de connaissances sur toute la planète. Mais cela n'arrivera pas tout de suite.

<https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/les-incroyables-previsions-dun-demographe-americain-aucun-auteur-de-science-fiction-naurait-imaginer-617VV5TXVZBAFNH7624QLFGHAY/v>

---

### **Gel des retraites : le casse-tête du gouvernement** (Les Echos, 24 octobre, libre accès)

Soucieux de ménager les retraités les plus modestes, l'exécutif cherche à atténuer l'impact du gel des pensions prévu l'an prochain. Mais l'idée de revaloriser seulement les plus petites retraites en janvier n'apparaît pas possible techniquement. D'autres initiatives sont sur la table et font débat au sein du bloc central.

*Extraits :*

(...)A Bercy, on confirme ainsi qu'il n'est pas possible pour des raisons techniques de prévoir une revalorisation différenciée selon le revenu dès le mois de janvier. Il y a quelques jours, la ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet avait d'ailleurs déjà évoqué un « sujet opérationnel ».

Pour contourner l'obstacle, d'autres scénarios sont donc évoqués. Parmi eux, figure celui d'un gel des pensions pendant six mois pour tous qui serait amorti après coup pour les plus modestes par un versement forfaitaire. Une solution qui rappellerait la « prime exceptionnelle » de 40 euros en faveur des retraités modestes annoncée en 2014 par l'exécutif alors chapeauté par François Hollande.

A l'époque, ce geste, qui avait coûté un peu plus de 200 millions d'euros, visait à mettre du baume au cœur des retraités avec moins de 1.200 euros [qui avaient dû renoncer à la revalorisation de leurs retraites](#). La même idée était ressortie dans le camp des macronistes quand le gouvernement d'Edouard Philippe avait décidé d'un quasi-gel des pensions pour 2019-2020. (...)

En tous les cas, tout geste en faveur des retraités risque de compliquer l'équation budgétaire de l'exécutif. A la peine pour redresser des finances publiques qui partent à la dérive, il espérait dégager près de 4 milliards d'euros pour l'Etat et la Sécurité sociale en gelant les pensions pendant six mois. Si les retraités modestes sont épargnés, d'autres Français risquent d'être mis à contribution à leur place.

[Gel des retraites : le casse-tête du gouvernement | Les Echos](#)

---

### **Démographie : « Le nouveau-né est un inconnu qui nous perturbe »** (La Croix, 24 octobre, article payant)

Entretien : Directeur des affaires médicales du CHU de Tours, philosophe et auteur de deux essais sur le sujet, Frédéric Spinhirny insiste sur la nécessité de la naissance pour penser le monde de demain. À ses yeux, le nouveau-né reste un espoir de renouvellement.

*Extraits :*

Avec la baisse de la fécondité dans les pays développés, on en oublierait presque les raisons qui nous poussent à devenir parents. Pourquoi met-on des enfants au monde ?

La reproduction fait partie des mécanismes biologiques de l'être vivant qui permettent de perpétuer l'espèce, un besoin très peu maîtrisé pendant une grande partie de l'histoire de l'humanité. À cette impulsion biologique s'ajoute le besoin social de constituer une famille, comme nos parents et grands-parents avant nous. Nous cherchons aussi à travers nos enfants une forme d'immortalité : notre histoire personnelle se transmet d'une certaine façon au-delà de la durée de notre vie.

Et pourtant, ce désir semble ne plus aller de soi...

Avoir un enfant semble aujourd'hui réduire l'espace d'autonomie des individus, une autonomie largement valorisée dans nos cultures, où la réussite se mesure à la carrière. L'autre est souvent perçu comme venant réduire notre champ de libertés, nos marges de performance ou de plaisir. Or l'enfant reste un être libre qui n'a

pas encore été domestiqué par la société. Il faut l'éduquer, ce qui nécessite un projet à long terme et une certaine espérance en l'avenir. Un enfant, c'est finalement une prise de risque qu'on n'est pas prêt à accepter aujourd'hui.

Comment expliquer cette réticence au risque constitutif de devenir parents ?

L'aversion aux risques quels qu'ils soient est très forte dans nos sociétés. Notre psyché est orientée vers la satisfaction d'avoir tout à sa disposition, de façon mesurable et anticipable. Notre envie de sécurité nous pousse donc à tout contrôler de A à Z. Or, il y a assez peu de domaines dans l'existence qui réservent autant de surprises qu'une naissance. Le nouveau-né est un inconnu qui nous perturbe, car on ne peut prévoir son destin. Il incarne le commencement de quelque chose d'inédit mais aussi l'espoir du renouveau. C'est pour cela qu'Hannah Arendt parlait du miracle de la naissance. (...)

Dans votre dernier essai, vous démontez les arguments de ceux qui renoncent à avoir des enfants au nom de l'environnement...

Le fait de diminuer le nombre de naissances a un effet à la marge sur les émissions de dioxyde de carbone, bien inférieur par exemple à celui d'une éventuelle baisse des voyages en avion. L'enfant à naître est un prétexte : la vraie question est celle de nos modes de vie. Il y a aussi une forme de lâcheté à pointer du doigt des personnes qui n'existent pas encore. C'est même dangereux. À partir du moment où l'on commence à être d'accord sur la réduction de la population, on peut aller plus loin : diminuer certains groupes humains qui polluent plus, limiter les soins pour les personnes âgées...

Mais pourquoi a contrario pensez-vous que faire des enfants peut aider à sauver la planète ?

L'enfant nous embête. Il nous interroge sur l'avenir qu'on lui offrira. Il nous oblige à penser à long terme, à rebours de la société de consommation. Dans vingt ans, dans cinquante ans, ceux qui vont nous dépasser, ceux qui nous enterreront, comment vivront-ils ? Nos descendants nous invitent à réfléchir à des projets éducatifs tournés autour de la préservation de la planète.

Ainsi formées aux questions environnementales, peut-être les prochaines générations prendront-elles des décisions plus radicales. C'est pourquoi enfanter reste un acte éminemment politique. Face aux risques, la naissance n'est donc pas le problème mais la possibilité d'une solution. (...)

Dans le discours « no child » (pas d'enfant), il y a l'idée qu'on n'a pas le droit de prendre la responsabilité de faire naître des enfants dans un monde que l'on annonce au bord de la catastrophe. C'est là le vrai danger de l'individualisme. L'essence d'une communauté humaine est de penser le collectif comme la poursuite de la responsabilité de génération en génération.

[Démographie : « Le nouveau-né est un inconnu qui nous perturbe »](#)

---

## **Les Français et leur retraite : ils ne sont pas à une contradiction près !**

À l'initiative de Groupama et de [Sapiendo](#) se sont tenues, mardi 8 octobre 2024, les Quatrièmes Rencontres sur les retraites. Cette matinée fut l'occasion de présenter les résultats du [baromètre 2024](#) sur les Français et la retraite, réalisé par Odoxa. Un sondage qui nous renseigne sur les contradictions de nos compatriotes en la matière. (IREF, 19 octobre, libre accès)

*Extraits :*

Les Français se disent toujours majoritairement opposés (57% vs 42%) à la réforme des retraites repoussant l'âge légal de départ à 64 ans. Parmi les non-retraités (c'est-à-dire les plus concernés), les opposants sont même 63%. (...)

Pourtant, certes à une petite majorité (53% vs 47%), les personnes sondées déclarent avoir confiance dans le système français. Une confiance qui, cependant, n'existe plus si l'on interroge les seuls non-retraités (56% n'ont pas confiance). Ceux-là supposent d'ailleurs que le jour où ils pourront partir à la retraite, les caisses ne leur verseront pas une pension à la hauteur de leurs attentes (63%).

Dans le même temps, les Français disent préférer le système par répartition plutôt qu'un système par capitalisation (60% vs 38%). Ils y sont même de plus en plus attachés puisque la proportion des partisans de la répartition progresse de 5 points depuis 2018. (...)

Enfin, le sondage révèle que pour neuf Français sur dix (91%), il est utile de se constituer une épargne individuelle pour disposer d'un revenu suffisant une fois à la retraite.

Si l'on résume, nous avons donc des Français qui plébiscitent la répartition tout en n'ayant qu'une relative confiance dans le système actuel et qui sont opposés à la réforme repoussant l'âge légal de départ à 64 ans pourtant nécessaire étant donnée l'évolution du rapport entre cotisants et retraités. Opposés à la capitalisation, ils se constituent cependant une épargne retraite individuelle qui leur permettra de compléter leur pension car ils estiment qu'elle ne sera pas suffisante pour vivre correctement.

Avouons qu'il y a là de quoi perdre son latin. Mais toutes ces contradictions ne proviennent-elles pas du fait que certains véhiculent des contre-vérités, voire tentent de semer la confusion dans les esprits ? (...)

Il nous semble tout de même, à la lecture des résultats du sondage, que les Français sont prêts pour un changement de système si l'on veut bien leur expliquer pourquoi et comment le faire. C'est l'objet de la [dernière étude de l'Iref](#), « Garantir les retraites et augmenter le niveau de vie des salariés et des retraités avec des retraites par capitalisation ».

Son auteur, Jean-Philippe Delsol, y montre que les pays qui ont choisi la capitalisation collective versent de meilleures retraites qu'en France pour des cotisations moindres. Par exemple, les retraités néerlandais reçoivent, en moyenne, une pension équivalant à 70,9% de leur dernier salaire brut quand les Français ne perçoivent que 56,5%. Les Néerlandais ont des pensions 25% supérieures à celles des Français, alors même qu'ils y consacrent 33% de ressources en moins (10,3% du PIB aux Pays-Bas contre 13,7% en France).

Adopter la capitalisation collective améliorerait donc le pouvoir d'achat des actifs (moins de cotisations) comme des retraités (pensions plus élevées) et favoriserait le financement des entreprises, ce qui ne pourrait être que favorable à l'économie et à l'emploi.

Bien sûr, le passage d'un système à un autre est délicat. Mais de nombreux pays l'ont fait et l'étude de l'Iref explique comment gérer la transition.

[Les Français et leur retraite : ils ne sont pas à une contradiction près ! - IREF Europe FR](#)

---

### « Le déclin démographique français n'est pas une fatalité »

TRIBUNE. Comme le suggèrent des exemples étrangers, la France peut sortir de son hiver démographique. À condition de faire preuve de courage. (Le Point, 16 octobre, article payant)

*Extraits :*

(...) Quelle est [la situation actuelle de la démographie en France](#) ? Notre pays est entré dans un hiver démographique. Le nombre de naissances annuelles est passé de 828 000 en 2010 à 678 000 en 2023, soit une baisse de 20 % ou encore 500 naissances de moins chaque jour. Le taux de fécondité des femmes est, lui, passé de 2 enfants par femme en 2010, à 1,64 en 2023, largement en dessous du seuil de renouvellement des générations, qui est fixé à 2,1.

Si aucune action n'est entreprise pour renverser cette tendance, notre population va, hors effet de l'immigration, baisser de plusieurs millions d'habitants d'ici à 2050. C'est déjà le cas dans les pays comme le Japon, qui aura perdu 30 % de sa population, soit 32 millions d'habitants entre 2004 et 2050, ou encore l'Italie, qui, avec un taux de natalité de 1,2 enfant par femme, est en déclin démographique accéléré. (...)

Enfin, il est important de noter que le déclin démographique ne peut être compensé que par des naissances ou [par l'immigration](#). Depuis 2018, le solde naturel (naissances moins décès) est largement dépassé par le solde migratoire.

Une conséquence est par exemple une très forte représentation des populations d'origine immigrée à l'école (environ 40 % de descendants d'immigrés sur deux générations dans les enfants de 0 à 4 ans, d'après les chiffres de l'Insee). Rééquilibrer les soldes naturels et migratoires ne serait-il pas souhaitable pour assurer une [meilleure intégration des nouveaux arrivants](#) dans la communauté nationale ? (...)

Mais, au-delà des déclarations de principes, peut-on réellement inverser la tendance à la baisse de la natalité observée en France depuis 2010 ? Une analyse approfondie des statistiques démographiques par pays, réalisée par l'Institut des Français de l'étranger, montre que le déclin démographique n'est pas inéluctable.

Des pays comme la Suède, l'Allemagne et la Hongrie ont adopté des politiques efficaces pour freiner ce déclin. Nous avons dégagé de cette comparaison internationale trois grands principes applicables à la France.

En premier lieu, considérer [la politique familiale](#) comme un investissement. Elle doit être perçue comme un investissement, semblable à la création d'infrastructures, et non comme une simple dépense à court terme. (...)

Enfin, un aspect crucial est la création d'une atmosphère favorable à la famille et aux enfants. Certains pays instaurent des mesures, comme des places de parking réservées aux familles et des labels *family friendly*. La France devrait aussi remplacer le discours dominant actuel, de tendance « écolo-malthusienne », par un message optimiste et bienveillant sur la famille.

Cela passe par de nombreux signaux faibles : l'aménagement des transports pour les enfants, l'ajout de la dimension famille dans les politiques de responsabilité sociale et de diversité des entreprises, etc. Le déclin démographique n'est pas une fatalité, d'autres pays l'ont prouvé. La France va-t-elle avoir le courage de lutter contre celui-ci ?

*\***Martin Tronquêt** est le cofondateur de l'Institut des Français de l'étranger, un think tank qui réalise des études comparatives internationales afin de nourrir le débat public français.*

[« Le déclin démographique français n'est pas une fatalité » \(lepoint.fr\)](#)

---

## **Ne pas vouloir d'enfant, acte responsable ou égoïste ?**

ENTRETIEN. Les journalistes Aziliz Le Corre, mère de famille, et Nora Bussigny, « no kids », débattent, pour « Le Point », sur le non-désir d'enfant et ce qu'il dit de notre époque. (Le Point, 16 octobre, article payant)

*Extraits :*

Aziliz Le Corre, rédactrice en chef Opinions au JDD et mère de deux enfants, publie *L'enfant est l'avenir de l'homme* (Albin Michel), un plaidoyer pour la maternité, comme enchantement et condition existentielle de notre vie en société. Nora Bussigny, journaliste et essayiste\* – que [les lecteurs du Point connaissent bien](#), n'a, elle, « jamais voulu d'enfant ». Alors que la France connaît [une baisse de la natalité sans précédent](#), que près d'un tiers des femmes en âge de procréer choisit aujourd'hui de ne pas le faire et que des mouvements, comme les « no kids », pourraient accélérer la tendance, les deux journalistes débattent, pour *Le Point*, sur les motivations intimes et sociétales à être ou ne pas être mère.

Le Point : Aziliz Le Corre, que reprochez-vous aux « no kids » ?

Aziliz Le Corre : Je reproche aux mouvements militants antinatalistes d'avoir renversé l'injonction qu'ils dénoncent. Les « childfree » (sans enfant par choix) considèrent que la société contraint à enfanter et que l'on est jugé si l'on ne souhaite pas devenir parent. Mais c'est désormais aux parents de se justifier de donner la vie ! Les « no kids » pensent que « le monde est une poubelle », que [nous sommes déjà trop nombreux sur terre](#), qu'il serait inconscient d'engendrer dans un monde en proie au péril climatique, quand certaines féministes estiment que nous nous aliénon au patriarcat en devenant mère.



cela s'ajoutent des discours réduisant la maternité à ses difficultés. Si elle n'est pas qu'un chemin de roses, je voulais faire entendre une autre voix, à l'aune de ma propre expérience, pour réenchanter la maternité... et la paternité !

Nora Bussigny, vous reconnaissez-vous dans l'un ou l'autre de ces arguments ?

Nora Bussigny : Je me suis longtemps réfugiée dans l'argument (contestable) du militantisme écologique. Aujourd'hui, plus mature et profondément libérale, je peux le dire : cette décision relève d'un choix personnel. Il n'empêche, je suis sommée de me justifier sur mon non-désir d'enfant, depuis mes 18 ans !

Contrairement à Aziliz, je ne pense pas que rendre publics les aspects négatifs de la grossesse soit une mauvaise chose. Et j'estime que le travail des féministes sur ce sujet a été remarquable. Avoir connaissance de toutes les difficultés auxquelles elles s'exposent peut permettre à des femmes de comprendre que la maternité n'est pas pour elles avant qu'il ne soit trop tard...(...)

Pour Aziliz, la non-maternité relève d'une « crise de l'individualité » propre à notre époque. Que cela vous inspire-t-il Nora ?

N. B. : Je le reconnais : je ne veux pas d'enfant parce que je suis égoïste (rires) ! Oui, je veux me privilégier, penser à mon couple, à ma carrière aussi. Et j'entends que ce n'en soit pas une pour Aziliz, mais je ne veux pas m'infliger cette contrainte, tant pratique qu'émotionnelle. Précisons que l'inverse est vrai : avoir un enfant peut aussi être égoïste. Quand un couple estime avoir « fait le tour », pense qu'un enfant peut le « sauver », ou sait dès le départ qu'il n'aura pas l'amour nécessaire à lui donner, ce n'est pas autre chose.

A. L. C : Au contraire ! L'enfant nous arrache à notre égoïsme. Il est peut-être le seul être qui rend possible l'amour comme don total de soi. L'amour gratuit, offert sans retour. Chacun est destiné à cet amour fou qui réinvente sa propre personne et permet de sortir de son égoïsme pour trouver en l'autre une source d'émerveillement. (...)

[Ne pas vouloir d'enfant, acte responsable ou égoïste ? \(lepoint.fr\)](https://www.lepoint.fr/actualites/life/ne-pas-vouloir-d-enfant-acte-responsable-ou-egoiste-2019-10-10_1871112.php)

---

**Xavier Fontanet: «Ces exemples étrangers qui pourraient nous inspirer pour réformer (vraiment) les retraites»**

TRIBUNE - Pour remédier au déséquilibre du système des retraites, il faut regarder ce que font nos voisins, qui ont le courage de repousser l'âge de départ et de mettre en place un système de retraite par capitalisation, argumente l'ancien PDG du groupe Essilor. (Le Figaro, 10 octobre, article payant)

*Voir « Article du jour »*

[Xavier Fontanet: «Ces exemples étrangers qui pourraient nous inspirer pour réformer \(vraiment\) les retraites» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr/actualites-france/xavier-fontanet-ces-exemples-etrangers-qui-pourraient-nous-inspirer-pour-reformer-vraiment-les-retraites-2019-10-10_1871112.php)

---

**Finances publiques : le tabou des retraites**

LA CHRONIQUE DE FERGHANE AZIHARI. Alors que le gouvernement Barnier racle les fonds de tiroir et prépare des hausses d'impôts, certaines dépenses demeurent taboues. (Le Point, 10 octobre, article payant)

*Extraits :*

« Lorsque le nombre des retraités croît avec l'élévation de l'âge moyen de la population, le service massif de ces pensions impose un fardeau insupportable aux éléments productifs auxquels incombe la tâche du redressement national », lit-on dans les motifs de la loi du 14 mars 1941 qui instaure le [régime de retraite par répartition](#). Les agents de Vichy étaient conscients des limites de leur système. Depuis soixante ans, les dépenses de retraites ont triplé, sont responsables de plus de la moitié de l'augmentation des dépenses publiques et expliquent la moitié de l'endettement français depuis 2017.

Le vieillissement à lui seul ne permet pas d'expliquer cette dérive. Alors que toutes les sociétés développées sont confrontées à ce phénomène, et bien qu'il soit souhaitable de le contrer par un véritable élan nataliste, le budget public consacré aux retraites n'a pas augmenté partout aussi rapidement. En France, l'instauration malheureuse d'un système fondé sur la répartition au détriment de l'épargne et la capitalisation explique en partie que les [Français soient écrasés par un taux de confiscation qui détruit l'épargne des classes industrielles et la création de richesses](#).

Loin d'être le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, la retraite par répartition est un pacte faustien conclu par les anciens sur le dos de leurs enfants en dénaturant la solidarité intergénérationnelle. Celle-ci commande plutôt aux [générations successives de transmettre à leurs descendants](#) le plus d'actifs et le passif le plus faible possible. Ainsi fonctionne le progrès des civilisations. Le système actuel fait exactement l'inverse. « Le jeu des décisions de l'État-providence a semble-t-il fait vieillir ses bénéficiaires », notait avec inquiétude le sociologue Louis Chauvel dans son ouvrage *Le Destin des générations*. Mais alors que le gouvernement Barnier envisage de faire subir une hausse d'impôt au pays le plus fiscalisé du monde développé, aucune formation politique ne se précipite pour demander de tailler dans les dépenses de retraite.

La gauche plaide pour la justice fiscale en préservant les privilèges indus de la catégorie sociale la plus riche du pays. La droite se prévaut du sérieux budgétaire en taisant le poste de dépense le plus important et l'un des moins productifs de la nation. Les raisons de cette hypocrisie consensuelle se devinent aisément. Les [sénioris forment un électorat plus actif que les jeunes](#) tout en connaissant une formidable expansion. (...)

« Le politicien pense à la prochaine élection tandis que l'homme d'État pense à la prochaine génération », disait en somme le théologien américain James Freeman Clarke. Avec notre bénédiction, la classe politique française préfère la première à la seconde fonction et est réfractaire au fait de confronter les seniors à leurs contradictions. (...)

Derrière cette tempérance se cache une volonté sincère, chez les seniors, de ne pas être un fardeau pour leurs enfants et de leur transmettre un héritage. Reste que le système actuel compromet cet altruisme. Le meilleur service que les seniors puissent rendre à leurs enfants est d'accepter une baisse massive des pensions. Sans quoi ils ne font que rendre de la main gauche une fraction du butin qu'ils spolient de la main droite.

[Finances publiques : le tabou des retraites \(lepoint.fr\)](#)

---

## **Les charlatans ne sont jamais timides**

L'ÉDITO D'ÉTIENNE GERNELLE. Les retraites constituent le premier poste de dépenses publiques. Cela n'empêche pas certains, de Mélenchon au RN, de proférer des énormités. Michel Barnier avait, lui, promis de dire la vérité. On attend toujours. (Le Point, 10 octobre, article payant)

*Extraits :*

Pour une fois, Mark Twain a un peu manqué sa cible. Sa célébrissime formule « *Un mensonge peut faire le tour de la terre le temps que la vérité mette ses chaussures* » est au minimum incomplète. La réalité, c'est que, le plus souvent, la vérité n'essaie pas de faire la course et demeure en chaussettes.

Sinon, comment expliquer que tant de dirigeants politiques reconnaissent en privé que le levier le plus efficace pour sortir des déficits est de relever l'âge de la retraite, mais ne pipent mot en public ?

La situation est pourtant limpide. Les retraites sont le premier poste de dépenses publiques, et de loin. Elles sont en outre responsables de la moitié de l'accroissement de la dette entre 2018 et 2023, soit 438 milliards d'euros, selon une édifiante étude de Jean-Pascal Beaufret publiée par la revue *Commentaire*.

Si l'on s'alignait sur nos voisins immédiats, avec un âge de départ compris entre 65 et 67 ans, assorti bien sûr de certains aménagements, la question des déficits ne serait pas résolue mais ferait beaucoup moins peur. Cela s'inscrirait dans une logique d'augmentation du taux d'activité de la population française : on sait que, si ce dernier était comparable à celui de l'Allemagne ou des Pays-Bas, nous serions tirés d'affaire.

Mais croyez-vous que l'on se pose sérieusement la question de l'âge de la retraite au gouvernement ? Pas très longtemps. (...) Y compris sous Michel Barnier, qui avait pourtant promis de « *dire la vérité* ». Pas tout entière, faut-il croire.

Cette timidité à verbaliser des évidences n'a d'égale que l'incroyable audace de ceux qui ont fait de la faribole leur fonds de commerce. Croyez-vous que Jean-Luc Mélenchon hésite au moment de réclamer le retour de la retraite à 60 ans ? Les charlatans ne sont jamais timorés, c'est même le principe de cette profession.

Ce n'est pas pour rien que [Peter Sloterdijk, l'un des penseurs les plus brillants du monde](#), parle de « *désinhibition cynique* » pour désigner ce que l'on appelle de façon imprécise les « *populismes* ». Cela déséquilibre le débat. La raison se cache, la folie se vante. (...)

Olivier Blanchard, le brillantissime ancien économiste en chef du FMI, [avait détaillé cet été dans nos colonnes sa méthode](#) pour s'en sortir : un plan portant sur 120 milliards d'euros, étalé sur « *cinq à dix ans* » (pour éviter de tuer la croissance), en conservant des marges en cas de crise et en augmentant l'investissement.

Blanchard prônait surtout la franchise : « *Plus la vision qui sous-tend les projets et les engagements du gouvernement est claire, plus grandes sont les chances que le programme soit perçu comme crédible et que la France ne soit pas pénalisée.* » Mais, pour cela, il faut arrêter de jouer au chat et à la souris et tout exposer. Dès le début. [Les charlatans ne sont jamais timides \(lepoint.fr\)](#)

---

### **Anne de Guigné : « Quand la gauche défendait la retraite par capitalisation »**

CHRONIQUE- Le retournement démographique nécessite l'introduction d'une part de capitalisation dans le système de retraite. Une telle réforme semble aujourd'hui taboue. Elle fut pourtant un combat du Parti socialiste. (Le Figaro, 7 octobre, article payant)

*Extraits :*

Les retraités vont apporter leur écot au vaste [programme de redressement des comptes publics](#) concocté par Michel Barnier. Le gel durant six mois de leur pension devrait générer 3,7 milliards d'euros d'économies en 2025. Un effort conséquent, qui aura le mérite de préparer les intéressés aux évolutions à venir. *Les déséquilibres démographiques vont en effet provoquer un effondrement des pensions d'ici 25 ans.* Dans l'hypothèse d'une stabilisation de la part des retraites dans le produit intérieur brut (PIB) au niveau actuel de 14 %, le montant relatif des pensions baisserait en moyenne de 7 % entre 2020 et 2030. La chute s'accélérait ensuite : entre 2020 et 2040, elles perdraient 10 %. Et d'ici 2055, 40 %, selon les calculs des économistes de la Chaire transitions démographiques, transitions économiques.

Le sort à venir des retraités les plus modestes devrait préoccuper au plus haut point les politiques. Or à l'Assemblée nationale, le traitement des retraites dépasse rarement l'horizon de 2027. Le Nouveau Front populaire comme le Rassemblement national restent ainsi arc-boutés sur leur promesse d'abroger la [réforme des retraites](#) d'Emmanuel Macron. Seuls quelques libéraux, tel le président de l'Association des maires de France, [David Lisnard](#), ou le député LR, Philippe Juvin, osent s'attaquer de front à la question centrale de l'introduction dans notre système d'un pilier de capitalisation à côté de la répartition.

Aujourd'hui, la seule évocation de ce terme suffit à provoquer un intense émoi dans les rangs de gauche et la dénonciation virulente de l'abandon de l'intérêt général aux appétits insatiables de la finance. Il y a un peu plus d'un siècle, c'était pourtant du Parti socialiste, et en particulier de [Jean Jaurès](#), que venaient les arguments les plus fervents en faveur de ce système assurantiel. Jaurès appelait de ses vœux la capitalisation afin d'émanciper les ouvriers de la tutelle de l'État. « *L'assuré a un plein droit ; un droit absolu, un droit inconditionnel ; son titre est là, aussi certain que l'est pour les bourgeois, en période bourgeoise, le titre de rente* », plaide-t-il, ainsi au congrès de la SFIO de 1910, quand les conservateurs défendaient un système d'assistance, financé par l'impôt, à l'anglaise. (...)

[Anne de Guigné : « Quand la gauche défendait la retraite par capitalisation » \(lefigaro.fr\)](#)

## La Corée du Sud, le pays qui ne veut plus d'enfants



Un panneau indiquant « Zone interdite aux enfants » est installé devant un café à Gimpo. Dans un pays où le taux de natalité est le plus bas au monde, l'émergence d'un nombre croissant d'établissements interdit l'entrée aux enfants, tels que les cafés, les bibliothèques et les galeries d'art. JUNG YEON-JE /

AFP

REPORTAGE - La « guerre des sexes » et la fracture entre générations plongent la quatrième économie d'Asie dans une crise démographique aiguë. (Le Figaro, 2 octobre, article payant)

*Extraits :*

(...) La Corée du Sud est face à un difficile dilemme, après des décennies de fulgurante croissance économique, rattrapée par un hiver démographique précoce, aussi abrupt que les changements de saisons sur la rude péninsule d'Asie du Nord-Est. Le Tigre coréen vieillit encore plus vite que le Japon (1,2 enfant par femme), et son taux de natalité devrait chuter encore cette année, à 0,68, en particulier dans sa capitale, où il tombe à 0,55. À ce rythme, la jeune démocratie pourrait bientôt ressembler à une gigantesque « no kids zone », et sa population fondre de moitié, à 26 millions d'habitants, d'ici la fin du siècle.

Le président Yoon a décrété une « *urgence démographique nationale* », agitant le spectre d'une « *extinction* » de la nation, évoquant le destin de l'antique Sparte. Une anxiété existentielle aiguisée par un environnement géopolitique menaçant, entre la fuite en avant nucléaire de Pyongyang, l'immense Chine communiste à l'ouest, et le Japon, l'ancien maître colonial, à l'orient. « *La perspective d'une extinction de la population devient une réalité à mesure que le pays marche vers une société sans enfant* », juge Jun Kwang Hee, dans un rapport de l'East Asia Foundation, à Séoul. (...)

« *Le vrai problème, c'est l'état d'esprit de la société. Dans beaucoup de pays, si on s'aime, on fait des enfants. Ici, la pression sociale est intense, avoir une famille implique beaucoup d'obligations* », explique Young\*, 25 ans, étudiant à l'université Hongik. Le jeune homme aspire à fonder la sienne, mais envisage d'« *émigrer* » pour fuir l'atmosphère étouffante de sa patrie. (...)

Mais les injonctions natalistes peinent à convaincre la jeunesse, qui se détourne du mariage, longtemps rite d'entrée incontournable dans la vie d'adulte, et boudent le berceau. Le nombre d'unions a chuté de 40 % en une

décennie, résultante d'une profonde mutation des mentalités dans ce pays aux valeurs conservatrices, ancrées depuis la dynastie Joseon, qui cloîtrait les femmes. « *Je n'ai aucun projet de me marier, et encore moins d'avoir des enfants* », explique Bomi, 21 ans, au diapason d'une jeunesse anxieuse, née dans la prospérité, qui veut profiter de la vie, mais dont l'horizon se rétrécit à mesure que les prix immobiliers s'envolent. (...)

« *Yoon ne voit pas le vrai problème. On ne fait pas d'enfants car la société est trop compétitive* », explique Jiyun, 24 ans. Et de pointer les cadences infernales des écoliers enchaînant les « hagwons », les cours privés du soir, jusqu'à 22 heures. La compétition est féroce dès le jardin d'enfants pour rejoindre les universités les plus prestigieuses. Les dépenses d'éducation privée ont atteint un record de 20 milliards de dollars en 2023, pesant près de 300 euros par mois et par enfant, dans une course insatiable pour décrocher le graal, SKY, l'acronyme désignant les trois meilleures universités du pays. La jeune femme a fait une croix sur la maternité. Au mieux, elle envisage elle d'élever un enfant « *ailleurs* ». (...)

[La Corée du Sud, le pays qui ne veut plus d'enfants \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

---

## **Le grand tabou français de la retraite par capitalisation**

DÉCRYPTAGE - Face au déficit du régime français par répartition, cela permettrait de bonifier les pensions tout en finançant l'économie. Les fonctionnaires disposent déjà d'un fonds de pension pour arrondir leur retraite. (Le Figaro, 2 octobre, article payant)

*Extraits :*

Depuis la dissolution, le sujet des [retraites](#) a refait brutalement irruption sur le devant de la scène. Sans ciller, la gauche va utiliser l'examen du budget de la Sécurité sociale (PLFSS) pour tenter d'abroger la [réforme des retraites](#), tandis que le [Rassemblement national mise sur sa niche parlementaire](#) du 31 octobre pour faire revenir l'âge de départ à 62 ans et la durée de cotisation à 42 annuités. À contre-courant des autres pays qui [relèvent tous leur âge de départ](#), cette décision viendrait encore aggraver le déficit public.

Car, malgré le relèvement de l'âge de départ à 64 ans, le système de retraite français ne va pas retrouver l'équilibre, a prévenu le [Conseil d'orientation des retraites](#) (COR) en juin. Il accusera toujours un déficit de l'ordre de 0,4 % du PIB en 2030 - environ 14 milliards d'euros - et jusqu'à 0,8 % en 2070. Et pour cause, l'espérance de vie augmente, conduisant à passer plus de temps en retraite, et le rapport cotisant-cotisé se détériore : de 6 actifs pour 1 retraité à la Libération, il est passé à 1,7 aujourd'hui et sera à 1,2 dans quinze ans. Le fardeau des retraites pèse donc de plus en plus lourd sur les actifs et sur les comptes publics. (...)

Face à cette équation impossible, le système de retraite français basé sur la répartition (où les cotisations des actifs paient les pensions des retraités) apparaît à bout de souffle. « *Notre système de retraite, c'est une pyramide de Ponzi* », affirme le maire LR de Cannes et président de l'Association des maires de France (AMF), David Lisnard, qui plaide pour injecter dans le système une dose de capitalisation (où chacun cotise pour son propre compte, l'argent étant placé sur les marchés pour fructifier en attendant la retraite). « *Notre système de retraite par répartition organise la paupérisation à venir des prochains retraités. Profitons du creux démographique de 2028 pour le sauver avec une dose de capitalisation* », exhorte Olivier Babeau, de l'Institut Sapiens. Une idée défendue par les libéraux, et de plus en plus reprise à droite, car la capitalisation, gérée au sein des régimes obligatoires par les partenaires sociaux, offrirait un triple avantage.

D'une part, elle permettrait d'assainir le déficit public, qui s'explique en grande partie par le financement quasi exclusif des retraites françaises en répartition. D'autre part, elle garantirait aux retraités un pouvoir d'achat supérieur. À cotisation égale, la capitalisation permet d'avoir plus de revenus, puisque la cotisation est placée et bonifiée par les dividendes et plus-values générées par l'épargne. « *En France, les taux de cotisations sont très significatifs (28 % pour les salariés) et le taux de remplacement sera seulement de 72 % du salaire moyen. Au Danemark, pays qui s'appuie sur la capitalisation collective en complément de la répartition, les cotisations sont deux fois moins élevées (13 % du salaire) et le taux de remplacement sera meilleur (77 %)* », affirme Nicolas Marques, directeur de l'Institut économique Molinari. Enfin, la capitalisation permettrait de drainer une partie de l'épargne-retraite vers les entreprises françaises, qui souffrent d'un manque de capitaux propres (*voir*

*ci-dessous*). C'est pourquoi la [CPME ou encore le réseau d'entreprises Croissance Plus y sont ouvertement favorables](#).

Mais les freins idéologiques restent forts.

(...) la capitalisation creuse lentement son sillon dans les esprits. À l'étranger, toute une série de pays financent les retraites sur une base duale, avec des capitalisations collectives épaulant la répartition. L'introduire en France, à côté du système par répartition, serait le moyen de mettre fin aux crispations récurrentes autour de l'âge de départ et de régler une partie des déficits publics. Mais se lancer dans une telle réforme structurelle nécessite une maturation des esprits. Et, pour cela, il faut que les partenaires sociaux s'emparent du sujet, afin que celui-ci puisse être porté dans de futurs débats, notamment la prochaine élection présidentielle.

[Le grand tabou français de la retraite par capitalisation \(lefigaro.fr\)](#)

---

## **Was Millionen Frauen vom Arbeiten abhält**

Ehegattensplitting, beitragsfreie Krankenkasse, bürokratische Hürden für Betriebskittas – das alles ließe sich ändern. Es könnte große Teile der Arbeitskräftelücke schließen, zeigt eine Studie. Demographie und Personalnot: (FAZ, 1 octobre, article payant)

*Extraits :*

Weil in Deutschland Jahr für Jahr mehr ältere Beschäftigte in Rente gehen, als Jüngere ins Berufsleben eintreten, wird es für Unternehmen immer schwerer, genügend geeignetes Personal zu finden. Auch das bremst das Wirtschaftswachstum. Die Zahl der verfügbaren Arbeitskräfte könnte bis 2035 um bis zu sieben Millionen Personen schrumpfen, rechnet die [Bundesagentur für Arbeit](#). Allerdings gibt es hierzulande, neben derzeit 2,8 Millionen registrierten Arbeitslosen, auch noch viele weitere Menschen, die dafür gewonnen werden könnten, eine Arbeit aufzunehmen oder eine schon ausgeübte Berufstätigkeit auszuweiten.

Das mit Abstand größte Potential dafür dürfte unter Frauen zu finden sein, die nach einer Pause für die Kindererziehung nicht wieder oder nicht voll in den erlernten Beruf zurückkehren. Laut einer neuen Studie des Tübinger Instituts für Angewandte Wirtschaftsforschung (IAW) ließen sich rechnerisch mindestens 1,7 Millionen zusätzliche Beschäftigte gewinnen, falls es gelänge, das Erwerbsverhalten solcher Frauen ein Stück an das von Männern anzunähern. Würde auch nur die Hälfte der Frauen, die keine Kinder unter 14 Jahren (mehr) zu erziehen haben, genauso viel arbeiten wie Männer, wäre das eine zusätzliche Menge an Arbeitsstunden, die dieser Größenordnung entspricht.

Noch einmal gut 700.000 Beschäftigte könnten gewonnen werden, wenn Frauen mit jüngeren Kindern ausreichend Betreuungsangebote zur Verfügung hätten. (...)

Markante politische Empfehlungen der Studie sind eine Einschränkung oder gar Abschaffung des [Ehegattensplittings](#) bei der Einkommensteuer, da dieses im Ergebnis vielen Frauen Anreize gebe, sich auf Minijobs oder Teilzeitarbeit zu beschränken. Und das gleiche Problem gehe von der beitragsfreien Mitversicherung nicht erwerbstätiger Ehepartner in der gesetzlichen Krankenversicherung aus. Auch eine Einschränkung der für Arbeitnehmer abgabengünstigen Minijobs wird empfohlen. Ebenso sieht das IAW aber auch Hindernisse im Arbeitszeitrecht. Mehr Spielraum für flexible Modelle, darunter etwa über den Tagesverlauf „gestückelte“ Arbeitszeiten, könnten Müttern den (Wieder-)Einstieg in größere Arbeitspensen erleichtern, so die Überlegung. (...)

Große Chancen sieht das IAW auch darin, Geringqualifizierten durch Aus- und Weiterbildung eine bessere Position auf dem Arbeitsmarkt zu verschaffen und damit ihre Erwerbsbeteiligung zu steigern. Und mit Blick auf Ältere rückt die Studie neben Anreizen für längeres Arbeiten sowie einem Abbau arbeitsrechtlicher Hürden auch die vorgezogene abschlagsfreie Rente für langjährig Versicherte („Rente ab 63“) in den Blick. Sie rät, diese Option wie in Österreich auf einige besonders belastende Berufe zu begrenzen.

[Was Millionen Frauen vom Arbeiten abhält \(faz.net\)](#)

---

## Les Français n'ont plus confiance dans le système de retraite : la moitié d'entre eux compte la financer avec leur épargne

Avec l'écroulement du système de retraite par répartition et l'allongement de la durée des carrières, les seniors sont pris en étau. (Le Figaro, 27 septembre, libre accès)

[Les Français n'ont plus confiance dans le système de retraite : la moitié d'entre eux compte la financer avec leur épargne \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

---

## Retraites et finances publiques : les vieux sont-ils trop riches ?

LA CHRONIQUE DE FERGHANE AZIHARI. Les plus de 60 ans détiennent 60 % du patrimoine non financier et 60 % du patrimoine financier en France. Mais ce n'est pas illogique. (Le Point, 27 septembre, article payant)

*Extraits :*

Dans un livre blanc sur les retraites publié en 1991, l'ancien Premier ministre Michel Rocard alertait ainsi sur les conséquences du statu quo : « Ne rien faire conduirait à subir une augmentation inéluctable des prélèvements sociaux à la charge des ménages et des entreprises, réduisant en même temps le pouvoir d'achat espéré par les actifs, pesant sur la capacité d'épargne des ménages et des entreprises, mettant finalement en péril la compétitivité de l'économie et aggravant le chômage. Je le dis donc avec une tranquille assurance : ceux qui, pour des gains politiques à courte vue, croiraient flatter l'opinion en niant le problème programmeraient sûrement une [guerre des générations](#). »

Signe que celle-ci a déjà commencé, on assiste depuis quelque temps à la multiplication des ouvrages, essais et autres éditoriaux vindicatifs qui incriminent les baby-boomers et les rendent responsables de la débâcle des finances publiques. Il semble qu'un consensus transpartisan soit en train d'émerger dans le commentariat : « Les retraites sont responsables pour moitié de l'envolée de la dette publique depuis 2017 », titre le chroniqueur Jean-Pierre Robin pour *Le Figaro*, tandis qu'on peut lire sous la plume inquiète de la journaliste Béatrice Madeline que « le vieillissement absorbe une part croissante des ressources du pays, au détriment des investissements dans l'avenir ». De fait, les retraites sont responsables d'au moins 60 % de l'augmentation des dépenses publiques ces six dernières décennies, avec les prélèvements obligatoires qui vont avec. (...)

De là à en déduire que les vieux sont trop riches, il y a qu'un pas que d'aucuns franchissent avec allégresse, au risque d'obscurcir le débat et de décourager chez les aspirants et futurs retraités une saine accumulation des richesses au cours de la vie active. La surreprésentation des vieux chez les plus fortunés n'est ni une anomalie en soi ni une exception française. Aux États-Unis, les baby-boomers forment 20 % de la population et ont 52 % de la richesse. Mais surtout, à quelques exceptions près, les vieux ont toujours été plus riches que leurs cadets. Quoi de plus logique que ceux qui ont épargné pendant quarante ans aient plus de patrimoine que les nourrissons ? C'est le scénario inverse qui serait préoccupant. Un pays où les séniors finiraient leur existence en étant moins dotés que leurs petits-enfants serait un pays défaillant. (...)

Dans une Europe occidentale en paix, il est logique que l'âge du patrimoine augmente et que le temps joue en faveur de ceux qui ont eu le temps d'accumuler des actifs. Le reproche que l'on peut formuler aux séniors est ailleurs : c'est d'avoir bâti leur fortune non pas à force d'épargne, de prudence et de tempérance, mais en spoliant leurs enfants en instaurant un régime par répartition qui agit tel un « Robin des bois à l'envers », où des jeunes miséreux sont contraints de subventionner des séniors opulents.

À l'inverse, des systèmes de retraite par capitalisation auraient contribué à bâtir des fortunes respectables, car obtenues en contrepartie d'une épargne et d'investissements productifs profitant à toutes les générations. Tel est le paradoxe des retraités français. Trop riches, ils le sont en raison d'un système par répartition d'autant plus prédateur qu'il dévore l'avenir et usurpe les habits de la solidarité. Trop pauvres, ils le sont en raison de la perte

de chance que notre pays s'inflige en refusant de capitaliser les cotisations d'une nation qui préfère jalouser les actionnaires au lieu de les imiter.

[Retraites et finances publiques : les vieux sont-ils trop riches ? \(lepoint.fr\)](#)

---

### **Réforme des retraites : le périlleux dilemme de la gauche**

Le PS ne votera pas la proposition d'abrogation qui sera déposée par le Rassemblement national. Les autres partenaires du Nouveau Front populaire n'ont pas encore arrêté leur position. (Le Monde, 26 septembre, article payant)

*Extraits :*

C'est une date que le Nouveau Front populaire (NFP) a cochée avec une « légère » anxiété : le 31 octobre, lors de sa niche parlementaire, le groupe Rassemblement national (RN) à l'Assemblée nationale va déposer une proposition de loi pour abolir la réforme des retraites adoptée sous le gouvernement d'Elisabeth Borne et rétablir un taux plein au bout de quarante-deux annuités.

Périlleux dilemme : faut-il se cramponner à une position de principe en ne votant aucune proposition de loi qui émane du RN ? Ou soutenir une abrogation promise par le NFP, réclamée par, notamment, le peuple de gauche, qui avait déclenché un mouvement social d'ampleur en 2023, au risque de poursuivre l'entreprise de dédramatisation et de banalisation du parti d'extrême droite ? Avec un « post-scriptum » associé à cette seconde option : voter avec le RN, c'est autoriser celui-ci à reprendre le flambeau d'un combat qu'il n'a soutenu ni à l'Assemblée nationale ni dans la rue.

Comme redouté, le cas de conscience n'a pas encore été réglé par l'intégralité des membres de l'alliance. [Seul le Parti socialiste \(PS\) a arrêté sa position, mardi 24 septembre : il ne votera pas le texte du RN](#), alors que « *le RN a tergiversé pendant toute la campagne des législatives sur ce sujet, [le président du mouvement] Jordan Bardella allant jusqu'à proposer la retraite à 66 ans* ». Mais le parti à la rose ne dit pas pour autant qu'il votera contre. « *Ce n'est pas encore arbitré. Il y a aussi la possibilité de ne pas prendre part au vote* », précise le député du Calvados Arthur Delaporte. (...)

[Réforme des retraites : le périlleux dilemme de la gauche \(lemonde.fr\)](#)

---

### **Julien Damon: «La démographie est portée par les familles immigrées ou recomposées»**

ENTRETIEN - Le sociologue met en garde contre la baisse récente et préoccupante de la fécondité en France. Il avance diverses solutions, classiques ou plus audacieuses, pour remédier à ce recul. (Le Figaro, 24 septembre, article payant)

*Extraits :*

La nécessité d'un «*réarmement démographique*» ! [Les mots mêmes sont d'Emmanuel Macron](#), conscient du besoin de rééquilibrer une pyramide des âges chancelante en France. Aujourd'hui, professeur associé à Sciences Po, Julien Damon est ancien responsable du département de la recherche de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) et des questions sociales au Centre d'analyse stratégique. Dans son nouveau livre, *Les Batailles de la natalité : quel "réarmement démographique" ?* (Éditions de L'Aube), il pointe les liens tenus entre politique familiale et natalité. Il avance plusieurs pistes, comme la création d'une [allocation familiale au premier enfant](#) ou un soutien public aux sites de rencontres pour célibataires et familles monoparentales.

LE FIGARO. - Lors de sa conférence de presse du 16 janvier 2024, Emmanuel Macron a parlé de la nécessité d'un «réarmement démographique». [Le taux de fécondité en France est si catastrophique?](#) Et en quoi la France est-elle en danger?

Julien DAMON. -La fécondité baisse depuis 2010 et le nombre de naissances est inférieur à 2000 par jour, ce qu'on n'avait pas vu depuis 1945. Cependant, il y a une trentaine d'années, l'indicateur conjoncturel de



fécondité, qui est une appréciation de la fécondité une année donnée, était déjà aussi faible. Cela n'a pas empêché une remontée avec un pic élevé en 2010. Pondérons l'alarmisme: la descendance finale des générations, soit le nombre d'enfants qu'aura eu chaque femme, montre que les femmes nées en 1972-1973, ont déjà plus de 2 enfants chacune. La situation reste, toutefois, préoccupante car les conséquences se diffusent: besoin moins important en crèches, puis en maternelle, puis dans le primaire, et ainsi de suite. Cela engendre des pénuries de main-d'œuvre, des contrecoups sur le financement des retraites et de l'Assurance-maladie. Il n'y a pas forcément danger, mais il y a des problèmes à traiter. (...)

Quel est le portrait type des parents en France qui ont le plus d'enfants?

Ce n'est plus la famille traditionnelle, catholique et stable, aux parents mariés. Deux profils se dégagent. D'abord la famille dans laquelle l'un des parents est immigré. Surtout, aujourd'hui, les familles nombreuses, ce sont les familles recomposées. Le nombre d'enfants présents au domicile est, dans les familles monoparentales, de 1,8. Il est, dans les familles dites traditionnelles (avec les deux parents), de 1,9, et dans les familles recomposées de 2,4. Dans ce dernier cas, 40 % d'entre elles en ont au moins trois. (...)

La solution pour accroître la démographie en France passe-t-elle par un recours accru à l'immigration?

Il s'agit, sur le papier, d'une voie possible. Il faut cependant avoir à l'esprit que les comportements démographiques des immigrés s'ajustent rapidement. Par ailleurs, je trouve que l'idée de faire venir des étrangers, au-delà de la seule question du marché du travail, pour faire des enfants, est dérangeante. Enfin, quand tant de controverses portent sur la créolisation ou le grand remplacement, cette option risque de diviser encore plus notre société.

[Julien Damon: «La démographie est portée par les familles immigrées ou recomposées» \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Jean-Pierre Robin: «Les retraites sont responsables pour moitié de l'envolée de la dette publique depuis 2017»**

CHRONIQUE - Jean-Pascal Beaufret, ancien inspecteur général des finances et ex-directeur général des impôts, en apporte la démonstration lumineuse. (Le Figaro, 23 septembre, article payant)

*Voir "Article du jour"*

[Jean-Pierre Robin: «Les retraites sont responsables pour moitié de l'envolée de la dette publique depuis 2017» \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Die Linken träumen von einer Volkspension: Doch das Rentendebakel der Deutschen muss der Schweiz eine Warnung sein**

Das deutsche Rentensystem verkommt zum Schwindel. Bald steigen die Jungen aus dem Generationenvertrag aus. Trotzdem ist die Schweiz dabei, die gleichen Fehler zu wiederholen. (NZZ, opinion, 20 septembre, article payant)

*Extraits :*

Deutschlands Rentensystem ist ein Fass ohne Boden: 1200 Milliarden Euro braucht das Land an zusätzlichem Geld – nur damit die Renten auch künftig stabil bleiben. So hat es die Stiftung Marktwirtschaft in Berlin errechnet.

Und doch nehmen es die Leute erstaunlich gelassen hin und zeigen sich unbekümmert. Man hat sich schlicht daran gewöhnt, dass der Staat mit immer noch grösseren Milliardenbeträgen jongliert. In der Schweiz hat das Stimmvolk gar beschlossen, die Altersrente kräftig auszubauen: Jeweils vor Weihnachten erhalten die Pensionäre eine zusätzliche 13. AHV-Rente. Woher das Geld stammen soll, lässt der Beschluss pikanterweise offen.

Immerhin, im Vergleich zu den Deutschen können sich die Schweizer ihre Spendierfreude viel eher leisten. Denn die deutschen Rentner leben primär vom Umlageverfahren, sprich: vom Geldtransfer der Erwerbstätigen. In der Schweiz dagegen existiert daneben eine zweite Säule, in welcher die Leute steuerprivilegiert ihr eigenes Altersguthaben ansparen. 1200 Milliarden Franken liegen mittlerweile in den Pensionskassen – das entspricht dem Eineinhalbfachen der jährlichen Wirtschaftsleistung. Die Geldanlage hat über die letzten zwei Jahrzehnte einen stolzen Anlagegewinn von 500 Milliarden abgeworfen. (...)

Wie diese angebliche Generationensolidarität in der Realität funktioniert, lässt sich in Deutschland beobachten: Weil die Kosten für die Renten immer mehr aus dem Ruder laufen, werden die Erwerbstätigen massiv zur Ader gelassen.

Konkret steigt der Beitragssatz für die Rentenversicherung von heute schon sehr hohen 18,6 Prozent künftig auf 22,3 Prozent – das entspricht einer Zunahme von einem Fünftel. Für einen durchschnittlichen Angestellten, der im Monat 4300 Euro verdient, heisst das: Über das ganze Erwerbsleben zahlt er mehr als 500 000 Euro in die Taschen der Rentner.

Da aber das gefräßige Rentensystem mit Lohnbeiträgen längst nicht satt wird, braucht es obendrauf immense Steuergelder: Über 100 Milliarden Euro muss der Staat Jahr für Jahr einschiessen. Trotz all diesen Geldtransfers liegt das Rentenniveau in Deutschland bei gerade einmal 48 Prozent des Einkommens. Die Schweiz erreicht dank ihren beiden Säulen 60 Prozent. Überdies müssen die Deutschen künftig bis 67 arbeiten, während sich die Schweizer bereits mit 65 in den Ruhestand verabschieden.

Es lässt sich kaum noch kaschieren: Die Rentenversicherung oder Volkspension, welche die linken Parteien so unerschütterlich propagieren, ist in der Praxis nicht bezahlbar. Das Gerede von der Solidarität zwischen den Generationen verkommt zur Heuchelei. Fehlt der Nachwuchs in einer Gesellschaft, so ist das System zum Scheitern verurteilt.

Jedes Umlageverfahren, das eine Rente fix garantiert, wird zum Schneeballsystem, sobald immer mehr Rentenbezüger immer weniger Einzahlenden gegenüberstehen. (...)

Noch in den 1980er Jahren finanzierten in Deutschland knapp drei Arbeitnehmer einen Rentner. Bis 2045 wird dieses Verhältnis laut offizieller Prognose auf nur gerade 1,5:1 sinken. Die tiefe Geburtenrate und die höhere Lebenserwartung verstärken sich hier gegenseitig. Wäre die deutsche Rentenversicherung eine echte Versicherung, so würde sich die demografische Realität längstens auf die Leistungen auswirken. Dito für die AHV in der Schweiz. Dass sich die Politik dennoch um diese simple Mathematik foutiert, liegt auch daran, dass die Hälfte der Wähler inzwischen älter als 55 ist.

Paradoxerweise liegt eine der wichtigsten Ursachen für den Geburtenrückgang im Rentensystem selbst. Denn dieses ist eine Versicherung gegen die Kinderlosigkeit. Vor dessen Einführung musste man eigene Kinder zeugen, um sich vor der Altersarmut zu schützen. Wer ungewollt kinderlos blieb, war damals benachteiligt. Die soziale Sicherheit fördert allerdings das Trittbrettfahren: Heute kann man sich die Mühe und die Kosten für den Nachwuchs sparen, ohne im Alter eine Einbusse zu erleiden. (...)

Aus gutem Grund warnt etwa der Freiburger Professor und Rentenexperte Bernd Raffelhüschen, dass der Kipppunkt bald erreicht sei. Nach seiner Prognose müssen deutsche Angestellte bereits in zwei Jahrzehnten über die Hälfte ihres Lohns an die Sozialversicherungen abliefern. Nebst der Rente steigen auch die Abzüge für die Kranken- und Pflegeversicherung unablässig an. Und vom verbleibenden Lohn sollen die Erwerbstätigen dann auch noch ordentlich Steuern bezahlen.

Wer einigermaßen rechnen kann, wird sich dieser Maschinerie entziehen. Zum Beispiel durch eine Abstimmung mit den Füßen: Schon jetzt nimmt die Zahl der Auswanderer konstant zu. (...)

Schliesslich führt die steigende Abgabenlast dazu, dass sich junge Familien erst recht keine Kinder mehr leisten können. In Deutschland wie in der Schweiz ist die Geburtenrate weiter am Sinken, zuletzt auf unter 1,4 Kinder pro Frau. Zwar gibt es in Ostasien noch weniger Nachwuchs, den gegenwärtigen Rekord hält Südkorea mit einer Geburtenrate von 0,7. In diesen Ländern ist es allerdings völlig normal, dass Personen über 70 weiterhin arbeiten.

Letztlich ist das Rentensystem nichts anderes als nüchterne Arithmetik. Jede Generation wird einmal alt und kann auf zweierlei Arten vorsorgen: Sie bildet Humankapital, indem sie Kinder in die Welt setzt. Oder sie legt gespartes Geld auf die Seite und schafft damit Realkapital, welches sie im Ruhestand verzehren kann. (...)

[Rentenmisere in Deutschland: Eine Warnung für die Schweiz \(nzz.ch\)](#)

---

### **Sunset delayed : Anger abounds as China raises its strikingly low retirement age**

Old people will have to toil a little longer, assuming they can keep their jobs (The Economist, 18 septembre, article payant)

CHINA'S LEADER, Xi Jinping, boasts that his political system has a matchless ability to get difficult things done. "For anything that benefits the party and the people," he has said, "we must act boldly and decisively." Yet it was not until September 13th, after years of indecision, that China announced the first raising of its retirement age since the 1950s. From [among the world's lowest](#), it will begin to creep closer to rich-world norms.

Having seen the unhappy reaction to similar changes elsewhere, Mr Xi may have had reason to hesitate. Turmoil in the West is normally something that China's propagandists exploit. But huge protests in France last year against a higher pension age triggered anxious and angry comments in China over the government's repeated mutterings since 2008—four years before Mr Xi came to power—about doing something similar. "The common people are cursing behind closed doors," wrote one user of Weibo, a social-media platform, referring to the contrast between public anger in France and its furtive form in China. (...)

The retirement age for female blue-collar workers will rise from an astonishingly low 50 to 55, for female white-collar workers from 55 to 58, and for men from 60 to 63. These changes will begin in January 2025 and be phased in over 15 years. For men and female white-collar workers, the pension age will rise by a month every four months. For blue-collar women it will rise by a month every two months. (...)

But anger abounds among comments still visible on less-filtered accounts. "Capitalist exploitation has reached the common people. Brilliant!" wrote one in a typical thread. "So, who was the People's Congress representing?" said another, referring to the country's rubber-stamp legislature that suddenly approved the reform without any public consultation. A third weighed in: "Corrupt officials would love to work for ever." And another: "If this continues, society will descend into chaos." (...)

Amid this debate a huge part of the population is often ignored. More than half of China's citizens have a rural *hukou*, or household registration, including most of the 300m or so people who have moved from the countryside to work in cities. Many are only entitled to a pension that is a tiny fraction of the amount given to those registered as urbanites. It is about 200 yuan (\$28) per month on average.

No change to this has been announced. The pensionable age for many rural *hukou*-holders will remain at 60. One user of Weibo pointed out a reason for the silence. "If pensions were distributed evenly across the entire population, including farmers, I bet everyone's pension would be less than it is now," the commenter wrote. Mr Xi calls for "common prosperity", but allowing farmers and migrants to enjoy treatment equal to city-dwellers would clearly be a step too far. ■

[Anger abounds as China raises its strikingly low retirement age \(economist.com\)](#)

---

### **Japon: les personnes âgées n'ont jamais été si nombreuses**

Plus de 29,3% de la population de l'Archipel est âgé de 65 ans et plus. Le Japon arrive ainsi en tête sur une liste de 200 pays et régions. (Le Figaro, 16 septembre, libre accès)

*Extraits :*

Quelque 36,25 millions de [Japonais](#) ont 65 ans et plus en 2024, représentant 29,3% de la population, de nouveaux records, selon les dernières données publiées par le ministère des Affaires intérieures et des Communications ce lundi 16 septembre. Avec un tel pourcentage, le [Japon](#) arrive en tête sur une liste de 200 pays et régions, suivie de [l'île française de Martinique](#) (25.3% de la population), de [Porto Rico](#) (24.7%) et de [l'Italie](#) (24.6%), a précisé le ministère dimanche. En 2023, la population japonaise a diminué de 595.000 personnes par rapport à 2022, atteignant désormais 124 millions d'habitants, selon les nouveaux chiffres.

La [crise démographique](#) a des conséquences importantes: l'augmentation du nombre de personnes âgées entraîne une hausse des coûts médicaux et sociaux ainsi qu'une diminution de la main-d'œuvre qui cotise. Autre record, 9.14 millions de personnes âgées travaillaient en 2023, soit 13,5% d'entre eux. Elles représentaient une personne sur sept parmi les actifs.

[Japon: les personnes âgées n'ont jamais été si nombreuses \(lefigaro.fr\)](#)

---

## **Pourquoi la Chine se résout à son tour à retarder l'âge de la retraite**

DÉCRYPTAGE - La décision de Pékin, une première depuis longtemps dans le deuxième pays du monde par sa population, fait grincer des dents. (Le Figaro, 14 septembre, article payant)

*Extraits :*

L'annonce a déclenché un torrent de réactions, pour l'essentiel amères. Lue plus de 500 millions de fois en quelques heures, sur la page du *Quotidien du peuple* ou celle de la plateforme [Weibo](#), elle a généré plus de 200.000 commentaires. Aussitôt censurés, ceux-ci ont déjà quasiment tous été effacés. « *Dans cette vie, je ne regrette pas d'être chinois, mais dans la prochaine je vivrai en Europe du Nord ou au Canada* », grinçait un Chinois, a constaté *Le Figaro* avant que le message soit rendu invisible par la grande armée des censeurs qui veillent sur le « Twitter chinois ». « *Qu'est-ce qui viendra en premier : l'incinération ou la retraite ?* », enfonçait un autre internaute.

L'Assemblée nationale populaire a décidé vendredi de [retarder l'âge de départ en retraite](#). Une première depuis longtemps dans le deuxième pays du monde par sa population, menacé par une grave crise démographique. L'âge légal sera graduellement porté à 63 ans pour les hommes, contre 60 ans aujourd'hui. Pour les femmes, qui bénéficient d'un régime plus favorable, il passera de 50 à 55 ans, ou de 55 à 58 ans, selon le type de travail exercé. Ce relèvement, progressif, commencera en 2025, mais s'étendra sur 15 ans. Les nouvelles règles permettront aux salariés de « *retarder leur départ à la retraite à une date encore plus éloignée s'ils parviennent à un accord avec les employeurs* », a indiqué l'agence Chine Nouvelle. (...)

[Pourquoi la Chine se résout à son tour à retarder l'âge de la retraite \(lefigaro.fr\)](#)

---

## **Comment le vieillissement bouleverse nos sociétés**

« Un monde de vieux ». Alors que le début de la génération du baby-boom atteint ses 80 ans, les pays développés dans leur ensemble sont touchés par un vieillissement historique, accéléré par la récente chute de la natalité. Le choc budgétaire – retraites, santé... – sera majeur. (Le Monde, 13 septembre, article payant)

*Extraits :*

(...) Bienvenue dans notre avenir à tous. Le Japon est le pays le plus vieux au monde, presque 30 % de sa population a plus de 65 ans. L'Italie – deuxième sur le podium – va atteindre le même niveau au milieu des années 2030, l'Allemagne la décennie suivante, et l'ensemble des pays développés y seront au cours de la décennie 2060, selon les projections des Nations unies. (...)

Economiquement, ce phénomène démographique, lent mais inéluctable, représente un chamboulement majeur. « *C'est d'abord une bonne nouvelle,* tient à rappeler Vincent Touzé, économiste à l'Observatoire

français des conjonctures économiques (OFCE). *Cela veut dire qu'on vit plus longtemps, y compris en bonne santé. Mais il faut quand même en gérer les conséquences.* » (...)

« *Economiquement, le vieillissement de la population a trois principaux effets : un ralentissement de la croissance, une hausse des dépenses publiques et des risques politiques et sociaux* », résume Ed Parker, de l'agence de notation Fitch. Le ralentissement de la croissance est mécanique : la population active, c'est-à-dire celle qui a un emploi, diminue. En dix ans, le Japon a perdu en moyenne chaque année 1 % de sa population âgée de 16 ans à 65 ans. L'Italie, avec un recul autour de 0,5 % par an, a perdu environ 2 millions de personnes dans cette catégorie d'âge sur la même période. Le phénomène est d'une ampleur similaire en l'Allemagne. « *Sauf en cas de forte hausse de la productivité, moins de gens qui travaillent signifie moins de croissance, continue M. Parker. Et cela entraîne donc moins de recettes fiscales.* »

Dans le même temps, la hausse des dépenses publiques est tout aussi mécanique. Il faut payer plus de retraites, plus de frais pour la santé et pour la prise en charge de la dépendance. La Commission européenne a fait ses calculs : elle estime qu'en moyenne, dans la zone euro, les pays devront dépenser 1,2 % de PIB supplémentaire par an en 2040 à cause de l'effet démographique. « *Moins de gens doivent financer plus de dépenses* », résume M. Parker. (...)

Dans ces conditions, tous les pays, les uns après les autres, se retrouvent face à des choix politiques particulièrement difficiles. « *Il faut augmenter les impôts, ou baisser le niveau des retraites, ou reculer l'âge de départ*, note M. Pomeroy. *Mais chacune de ces options est extrêmement impopulaire.* » Une autre solution pourrait être d'augmenter la population active, par exemple en faisant travailler plus de seniors ou... en amplifiant l'immigration. Là encore, les débats s'annoncent tendus. « *Pourtant, il faudra bien que l'une de ces choses se passe* », note M. Pomeroy. (...)

Partout, les systèmes de retraite se font moins généreux. L'Allemagne a fait passer l'âge du départ à la retraite de 60 ans à 65 ans, puis à 67 ans. Ce sera 64 ans en Suède en 2026, mais surtout, le système impose l'équilibre financier du régime. (...) A l'instar de la France, ces changements se passent souvent dans une immense tension politique. (...)

Reste enfin dans ce débat un non-dit : l'impact environnemental. M. Touzé mentionne que le recul de la population est une bonne chose pour la planète : « *Du point de vue du développement durable, une population qui n'explose pas est positive.* » Le problème, souligne-t-il, est de réussir à gérer la période quand le nombre de personnes âgées sera très élevé par rapport à la population active. Une question de deux ou trois générations.

[Comment le vieillissement bouleverse nos sociétés \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)

---

## **La France n'est pas condamnée au déclin démographique**

Dans un essai original, le sociologue Julien Damon fait un point sur les politiques économiques efficaces pour redresser la natalité. (Le Figaro, 9 septembre, article payant)

*Extraits :*

« *La France, par-delà les tombes, cherche les berceaux ; resterez-vous sourds à sa prière ?* », s'alarmait en 1919 Paul Deschanel. Un peu plus d'un siècle plus tard, lors de ses derniers vœux, Emmanuel Macron reprenait l'antienne, évoquant la nécessité d'un « [réarmement démographique](#) ». L'époque ayant changé, la formule du chef de l'État a choqué. À quel titre l'exécutif s'immiscerait-il dans un choix aussi intime que celui de donner la vie ? Les conséquences collectives du [déclin démographique](#) font pourtant bien de la natalité un sujet politique. Or, en France, la fécondité recule depuis la décennie 2010, menaçant la pérennité du système social. Faut-il s'en alarmer, et que peut-on faire ? Dans un essai efficace et pédagogique, *Les Batailles de la natalité* (L'Aube, 2024), le sociologue Julien Damon s'attache à répondre à ces deux questions.

Côté constat, Damon relativise d'abord le catastrophisme ambiant. Certes, l'indicateur conjoncturel de fécondité (qui mesure la fécondité d'une année donnée) baisse depuis dix ans, passant de 2,03 enfants par femme en 2010 à 1,68 en 2023. « *Le décrochage de 2023 par rapport à 2022 est particulièrement conséquent :*

*une baisse de 7 % en un an* », appuie le sociologue, qui rappelle toutefois que la France connaissait ce faible niveau au début des années 1990. L'auteur souligne aussi que les plus jeunes générations ont déjà davantage d'enfants que leurs aînés. Ainsi « *les femmes nées en 1979 ont déjà eu, à 42 ans, 2,05 enfants en moyenne* ». Exception ou inflexion profonde ? Les prochaines années le diront.

D'autant qu'il n'existe pas de baguette magique, mais une multiplicité de leviers à activer, pour confirmer ce léger rebond, insiste Julien Damon. Se plonger dans son essai fera gagner du temps au prochain ministre chargé de la Famille. L'auteur lui conseille d'emblée d'écarter plusieurs pistes populaires mais à l'efficacité réduite. Contrairement à bien des idées reçues, remettre en place la politique familiale « *au nom d'une universalité quelque peu fétichisée* » qui prévalait avant la réforme de François Hollande n'aurait sans doute aucun effet sur la fécondité, assure-t-il. De la même manière, les politiques d'incitation fiscale ont « *des impacts extrêmement faibles et sont très lents à se diffuser* ».

La voie de l'immigration étant rejetée par une grande partie du pays, deux grandes politiques - l'accueil de la petite enfance et le logement - font aujourd'hui figure de premiers piliers du soutien à la fécondité. (...)

[La France n'est pas condamnée au déclin démographique \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

---

## **How America's Baby Bust Became an Election Issue**

As the U.S. birthrate has dwindled to record low, advocates have moved the topic to the forefront of conservative policy agendas (WSJ, 5 septembre, article payant)

*Extraits:*

America's falling birthrate is becoming a bigger issue in this year's election. (...)

The U.S. birthrate—a snapshot of how many babies a woman is expected to have over her lifetime—has dwindled to a record low of [1.62 births per woman in 2023](#), prompting alarm from demographers and economists. Republicans in Congress have proposed legislation meant to help reverse the trend. Right-leaning think tanks have pumped out policy papers attempting to trace the origins of the issue and examine foreign nations' attempts to fix their birth declines.

Republican vice presidential candidate JD Vance has proposed \$5,000-per-child tax credits and [attempted to deflect criticism](#) of his remarks calling Democrats “childless cat ladies.” Trump has previously proposed paying “baby bonuses” to those who have children, and his campaign said he would consider a “significant expansion” to the child tax credit.

“If you are not having children, your nation is finished,” said Yoram Hazony, chairman of the Edmund Burke Foundation at a conference for conservatives in Washington in July. “America has now followed Europe into an inability to guarantee another generation.” (...)

In many places in Europe, birthrates are already a political issue. In Italy, where births have sunk to 1.2 per woman, Prime Minister Giorgia Meloni added the word “Nativity” to the name of the country's Ministry of Family, now known as the Ministry of Family, Natality and Equal Opportunity. Hungarian policymakers have thrown more than 5% of the country's GDP into promoting families, subsidizing minivans and exempting women who have more than three children from income tax. French President Emmanuel Macron unveiled a plan earlier this year to boost the birthrate.

A plummeting birthrate is a problem, economists say, because Social Security and other economic institutions that are dependent on future waves of workers could run dry. And it is also a problem, conservatives say, because it indicates economic malaise and unhappiness. Surveys show people on average would like to have more children than they are having. (...)

The movement of people concerned about the birthrate and eager to implement policy and cultural solutions to the problem, known as pronatalism, remains small, populated by religious conservatives and immigration

opponents but also [tech-friendly futurists](#) including Tesla's [Elon Musk](#) and venture capitalist Marc Andreessen. "A collapsing birthrate is the biggest danger civilization faces by far," Musk has said. (...)

Politicians left of center have been more reluctant to highlight a demographic challenge, given that encouraging births can appear invasive of personal decisions. "The issue is so coded conservative," said Anastasia Berg, a philosophy professor and co-author of the book "What Are Children For?" "The case that this is something they should really be concerned about has not been made."

Liberals have also shied away from pronatalist causes, worried about the movement's connections to the far-right "Great Replacement" conspiracy theory of nonwhite people replacing native-born whites. (...)

[How America's Baby Bust Became an Election Issue - WSJ](#)

---

### **Hicham El Habti: «En six ans, le nombre de jeunes de 15 à 24 ans va augmenter de 40 % en Afrique»**

ENTRETIEN - Le Forum de Paris sur la paix, club de réflexion et d'action, tente de trouver des réponses aux grands défis internationaux. Le président de l'une des plus prestigieuses universités d'Afrique accueille sa prochaine session les 9 et 10 juin. (Le Figaro, 3 septembre, article payant)

*Extraits:*

Quel est le premier défi que l'Afrique doit relever aujourd'hui ?

C'est sans doute de concilier [la forte croissance démographique](#) - 2,7 milliards d'habitants d'ici à 2050 - avec une croissance économique durable et inclusive. Concilier, cela pose d'immenses défis en matière d'infrastructures, de services publics et de création d'emplois. La situation est rendue encore plus complexe par les conditions climatiques ayant des répercussions directes sur la sécurité alimentaire, la disponibilité des ressources en eau et la viabilité des systèmes agricoles. Outre les investissements et la coopération internationale, c'est dans l'éducation et la formation professionnelle qu'il faut investir. C'est la mission que s'est donnée l'UM6P.

Comment assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique?

L'Afrique dispose de grands atouts: la jeunesse de sa population et la plus grande réserve de terres arables non cultivées dans le monde (62 %). Cela nécessite une révolution verte intégrant technologie, compréhension des sols et des plantes, et une approche durable. Pour relever ce défi, les laboratoires de recherche doivent former les jeunes pour transformer ces technologies en innovations locales à impact.

Garantir l'accès à l'eau dans toute l'Afrique à l'heure du réchauffement climatique est-il possible?

Le sujet est majeur: un tiers des Africains ne bénéficie pas de l'eau potable et 750 millions n'ont pas accès à un assainissement de qualité. Il faut investir dans les nouvelles technologies qui permettent à la fois une meilleure collecte, une optimisation de l'usage et le recyclage. La formation et la recherche sont, une fois de plus, essentielles pour faire face à ce défi majeur. Pour cela, au sein de l'International Water Research Institute (Iwri) lancé par l'UM6P, l'objectif est de former les futurs praticiens africains dans le domaine de l'eau, en mettant l'accent sur l'impact des changements climatiques et les métriques d'adaptation aux changements climatiques. (...)

[Hicham El Habti: «En six ans, le nombre de jeunes de 15 à 24 ans va augmenter de 40 % en Afrique» \(lefigaro.fr\)](#)

---

### **Gênes, une ville au cœur de l'hiver démographique italien**

REPORTAGE. Avec un tiers de sa population âgé de plus de 65 ans, la cité portuaire de Ligurie fait figure de « miroir » de l'Italie de demain. (Le Point, 2 septembre, article payant)

*Extraits:*

Un grand soleil au-dessus de Gênes, des cohortes de touristes dans le dédale médiéval du centre historique et le vrombissement des ferries levant l'ancre pour la Méditerranée : tout semble retenir la cité ligurienne dans un été sans fin. Mais que l'on ne s'y trompe pas. À Gênes, comme dans le reste de l'Italie, c'est l'hiver toute l'année : « l'hiver démographique ».

Deuxième [pays le « plus âgé » du monde derrière le Japon](#), la vénérable péninsule affiche également [une natalité en berne avec moins de 1,2 enfant par femme](#), reléguant Rome dans les tréfonds du classement européen. Sur le prochain quart de siècle, ce sont au moins deux millions d'Italiens qui pourraient manquer à l'appel sur les registres de l'état civil. (...)

À Rome, [Giorgia Meloni, la présidente du Conseil](#), a pourtant fait de la « bataille contre la dénatalité » une priorité absolue de son exécutif, arrivé aux manettes voilà bientôt deux ans. Dans la trousse à pharmacie démographique de l'égérie de la droite, rien de très nouveau : davantage de places de crèche, des aides financières et un « bonus bébé » pour les familles.

S'il est encore trop tôt pour mesurer les effets concrets de la politique mélonienne, les sceptiques sont déjà légion. « Celui qui pense que la natalité peut se régler à coups de chèques se met le doigt dans l'œil », assure ainsi Carmelo, retraité affable de Righi, sur les hauteurs de Gênes.

« Contrairement à ma génération pour qui le mariage et la famille étaient des étapes logiques, pour les jeunes d'aujourd'hui, avoir des enfants n'est plus une évidence. C'est une voie parmi tant d'autres. Il y a eu un changement de mentalité, presque un changement moral », juge-t-il, en allumant une énième cigarette. Et de conclure en souhaitant bon courage au maire de centre droit Marco Bucci, élu en 2017 avec la promesse de replacer sa ville au-dessus de la barre des 700 000 âmes !

Pour ne rien arranger au tableau, la ville de Christophe Colomb voit certains de ses enfants, notamment les plus diplômés, chercher fortune ailleurs. La fameuse « fuite des cerveaux » a coûté à l'Italie plus de 500 000 paires de bras en quinze ans. Moins marqué que dans le sud de la Botte, le phénomène n'épargne cependant pas totalement les « dynamiques » régions septentrionales de la péninsule. (...)

[Pourquoi la ville de Gênes symbolise l'hiver démographique italien \(lepoint.fr\)](#)

---

## **Turning round : After decades of decline, Poland's population seems to be increasing**

Immigration and the war are the reasons (The Economist, 23 août, article payant)

*Extraits:*

Ageing, emigrating, shrinking. Thus the gloomy headlines about Poland's population for decades. According to Eurostat, the EU's statistical agency, its population is 36.6m, down 1.9m from its peak in 1998. Last year 272,451 babies were born, the lowest number in modern Polish history. In 2023 it was calculated that Polish women on average have 1.16 babies each, one of the lowest fertility rates in the world, despite years of attempts by the hard-right government then in power to encourage more breeding. Far more Poles die every year than are born. But the reality may be that, with an estimated 3m foreigners in the country, Poland has never been so populous.

Weronika Kloc-Nowak, a researcher at the University of Warsaw's Centre of Migration Research, believes that most foreigners in Poland are not included in the country's population data. The exact number is unknown, partly because there is no central database; the new government has said it is trying to build a new integrated system. But the centre's research leads its analysts to believe that, thanks to a recent wave of immigration, far from continuing to shrink, Poland's population is now growing again. They reckon there are actually 39m people in the country, which would be a record.

Whatever the numbers, Poland's foreign population has soared in the past decade as its economy boomed, after decades of emigration had left it short of labour. The majority of the foreigners in Poland are Ukrainians. There are some 2.5m of them, including just under 1m refugees at the last count. Before the war, the Ukrainians in



Poland tended to come and go for work, rather than settle permanently, so that they were not normally included in the population count. Belarusians fleeing repression are the second-largest cohort. Increasingly, workers are also coming from central and south Asia. (...)

Still, a report last year from the country's social-insurance institution said that in order to maintain its current ratio of working-age population to pensioners, the country needs to attract another 2m immigrants over the next decade. For although Poland's population may be on the up right now, many of its other demographic indicators are on the way down. Without robust immigration, Poland faces a rapidly ageing population. How many Ukrainians will stay once the war is over cannot be known today; and, even if they do stay, they will age too. On the other hand, if Ukraine is defeated Poland can expect many more Ukrainians to arrive. (...)

The populations of almost all of Europe's former communist countries have been shrinking over the past three decades. But Poland is not alone in beginning to change, thanks to immigration, assuming that it persists. The population of the Czech Republic is also now growing as Ukrainian refugees are added to its tally. Slovenia and Montenegro are also more populous, thanks to immigration. If these immigrants decide to stay for good, the demography of all these countries is set for some handy long-term changes. ■

[After decades of decline, Poland's population seems to be increasing \(economist.com\)](https://www.economist.com)

---

## **Die Einsamkeit der Chinesen in den kommenden Tagen – das Regime in Peking kann dem Schrumpfen der Bevölkerung nur noch zusehen, ein Dagegenhalten gibt es nicht mehr**

Was die Demografie betrifft, hat die Volksrepublik China das geopolitische Ringen mit dem Westen im Grunde schon verloren. Die Entwicklung ist dramatisch: Am Ende des 21. Jahrhunderts wird sich die Bevölkerung des Landes mehr als halbiert haben. (NZZ, 24 août, article payant)

*Extraits:*

In China wird in diesem Sommer sehr viel über die Überwindung der Wirtschaftskrise des Landes gesprochen. Die Belebung des darniederliegenden Immobilienmarktes ist ebenso Gegenstand einer intensiven Debatte wie die Veränderung des Wohnsitzprinzips für staatliche Leistungen. Dabei schwebt über allen Zukunftsszenarien die tiefgreifende demografische Krise des Riesenlandes. China wird nicht nur alt, bevor es reich wird, es verliert auch wegen des sich beschleunigenden Bevölkerungsrückgangs das geopolitische Ringen um die globale Vorherrschaft mit den USA. Nach Prognosen der Uno, die im Juli 2024 veröffentlicht wurden, wird die Bevölkerung der Volksrepublik von gegenwärtig etwa 1400 Millionen Menschen auf rund 640 Millionen Einwohner im Jahr 2100 zurückgehen.

Diese prognostizierte Implosion der Bevölkerung ist ausserhalb von Kriegszeiten und Pandemien des Mittelalters ohne Beispiel. Sie wird dazu führen, dass China in den kommenden Jahren nicht nur den Rückgang der eigenen Bevölkerung bewältigen muss, sondern auch aussenpolitisch geschwächt werden wird. Wird Peking in einigen Jahrzehnten noch das militärische Personal und die wirtschaftlichen Ressourcen für eine expansive Aussenpolitik haben?

Am Anfang der demografischen Tragödie standen die Prognosen von zwei Wissenschaftlern. Song Jian, ein Ingenieur und in den späten neunziger Jahren Präsident der Akademie der Ingenieurwissenschaften, und der Ökonom Tian Xueyuan sagten Ende der siebziger Jahre einen Anstieg der chinesischen Bevölkerung auf 4200 Millionen Menschen bis zum Jahr 2080 voraus und rieten der Regierung, drastische Massnahmen zur Dämpfung des Bevölkerungswachstums zu ergreifen. Das Ergebnis war die 1979 implementierte Ein-Kind-Politik, die mit zahlreichen einschneidenden Methoden die Geburtenraten in China senkte.

In China wird in diesem Sommer sehr viel über die Überwindung der Wirtschaftskrise des Landes gesprochen. Die Belebung des darniederliegenden Immobilienmarktes ist ebenso Gegenstand einer intensiven Debatte wie die Veränderung des Wohnsitzprinzips für staatliche Leistungen. Dabei schwebt über allen Zukunftsszenarien die tiefgreifende demografische Krise des Riesenlandes. China wird nicht nur alt, bevor es reich wird, es verliert auch wegen des sich beschleunigenden Bevölkerungsrückgangs das geopolitische Ringen um die

globale Vorherrschaft mit den USA. Nach Prognosen der Uno, die im Juli 2024 veröffentlicht wurden, wird die Bevölkerung der Volksrepublik von gegenwärtig etwa 1400 Millionen Menschen auf rund 640 Millionen Einwohner im Jahr 2100 zurückgehen.

Diese prognostizierte Implosion der Bevölkerung ist ausserhalb von Kriegszeiten und Pandemien des Mittelalters ohne Beispiel. Sie wird dazu führen, dass China in den kommenden Jahren nicht nur den Rückgang der eigenen Bevölkerung bewältigen muss, sondern auch aussenpolitisch geschwächt werden wird. Wird Peking in einigen Jahrzehnten noch das militärische Personal und die wirtschaftlichen Ressourcen für eine expansive Aussenpolitik haben?

Am Anfang der demografischen Tragödie standen die Prognosen von zwei Wissenschaftlern. Song Jian, ein Ingenieur und in den späten neunziger Jahren Präsident der Akademie der Ingenieurwissenschaften, und der Ökonom Tian Xueyuan sagten Ende der siebziger Jahre einen Anstieg der chinesischen Bevölkerung auf 4200 Millionen Menschen bis zum Jahr 2080 voraus und rieten der Regierung, drastische Massnahmen zur Dämpfung des Bevölkerungswachstums zu ergreifen. Das Ergebnis war die 1979 implementierte Ein-Kind-Politik, die mit zahlreichen einschneidenden Methoden die Geburtenraten in China senkte.

(...) Gewiss können sich auch hier die Wissenschaftler irren. Prognosen über drei Generationen hinweg können gesellschaftliche Strukturbrüche nicht einkalkulieren. In China könnte die Kommunistische Partei die Macht verlieren, das Land könnte zerfallen oder sich für Einwanderer öffnen.

Die Forscher der Uno sind sich dessen bewusst und bieten verschiedene Varianten an. Aus ihrer Sicht ist die mittlere Variante die wahrscheinlichste, und diese verheisst für China eine schwierige Entwicklung. Darin wird die Bevölkerung Chinas bis zum Jahr 2100 von heute 1420,1 Millionen Personen auf 638,6 Millionen Menschen zurückgehen, ein Minus von über 780 Millionen Menschen. (...)

[Krise der Demografie: die Einsamkeit der Chinesen in den kommenden Tagen \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

---

### **Entscheidung fürs Einzelkind: Wir sagen offen: Ein Kind – das war's**

Es ist paradox: Obwohl die Geburtenrate in Deutschland sinkt, steigt die Zahl der Einzelkinder nicht. Über die Macht des Zwei-Kind-Ideals und Eltern, die es trotz vieler Vorurteile anders machen. (FAZ, 14.06.2019, article payant)

*Extraits:*

(...) Lange prägten Vorurteile das Bild von geschwisterlosem Nachwuchs. Noch 2019 wiesen Wissenschaftler der Uni Witten/Herdecke nach, dass Einzelkindern eher narzisstische Tendenzen zugeschrieben werden als Geschwisterkindern. Die Berliner Autorin und Mutter Judith Poznan erzählt in ihrem vor drei Jahren erschienenen Buch „Prima Aussicht“ von ihren Bedenken, ein „einsames“ Einzelkind großzuziehen, einen möglichen „Psychopathen“. Ihr Freund will kein zweites Kind, doch für Poznan ist eine dreiköpfige Familie nicht komplett. Zur Beruhigung macht sie eine Liste: „Leonardo DiCaprio, Natalie Portman, Adele, Al Pacino, Daniel Radcliffe“ – alle ohne Geschwister aufgewachsen und trotzdem erfolgreich.

Dabei gab es nie eine wissenschaftliche Grundlage für das Bild des verwöhnten, egozentrischen Einzelkinds. Im 19. Jahrhundert setzten es Therapeuten in die Welt, die Spekulationen und Verallgemeinerungen als Forschung verkauften und dabei so haarsträubende Dinge über geschwisterlose Kinder schrieben wie: „Manchmal ähnelt ihr Leben dem von Parasiten, die nur genießen, während andere alles für sie besorgen müssen.“

Schon vor 40 Jahren wurde die Behauptung widerlegt, dass sich Einzelkinder in ihrer Persönlichkeit und in ihren Verhaltensweisen grundlegend von Geschwisterkindern unterscheiden. „Diese krasse Fixierung, dass Einzelkinder anders sind, ist nicht haltbar“, sagt die Soziologin Sabine Diabaté vom Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung. Auch die Auffassung, durch zu viel Aufmerksamkeit könnten Kinder verzogen werden, ist längst überholt. „Junge Kinder kann man in der emotionalen Zuwendung gar nicht verwöhnen“, heisst es von Pädagogen und Erziehungswissenschaftlern. (...)

Im englischsprachigen Internet haben sich die Eltern von Einzelkindern ein eigenes Label verliehen: Als „one and done“ bezeichnen sie sich, als „eins und fertig“. Das klingt viel einfacher, als es die Frage nach einem zweiten Kind ist. Autorin Poznan schwankt im Laufe ihres Buches zwischen den Extremen. Einmal ist ihr Wunsch nach einem weiteren Baby so stark, dass sie über eine Trennung vom Vater ihres ersten Kindes nachdenkt, weil der kein zweites will. Ein anderes Mal fragt eine dreifache Mutter sie: „Würde euch ein zweites Kind denn bereichern?“ Poznan schreibt: „Die Frage ist gar nicht so leicht zu beantworten. Ich habe keine Ahnung, ob es uns glücklicher machen würde.“ (...)

Glück – jahrhundertlang war das nicht der ausschlaggebende Punkt. Stattdessen gab es neben der Fruchtbarkeit und der Stabilität der Elternbeziehung andere Faktoren, die über die Geburt eines zweiten Kindes entschieden; die einst hohe Kindersterblichkeit; die Vorurteile gegenüber Einzelkindern; die Angst vor Hilf- und Mittellosigkeit im Alter; der gesellschaftliche Druck, sich zumindest so weit fortzupflanzen, dass die Bevölkerung eines Landes nicht schrumpft. Diese Gründe sind inzwischen überholt. Sie machen Platz für andere Faktoren. Finanzielle zum Beispiel. In einer Umfrage der Dating-Plattform Elite Partner gaben 41 Prozent der Paare mit Kind an, sich momentan keinen Nachwuchs leisten zu können. Hinzu kommt die Kita-Krise. Swantje Bernsmann muss ihren Sohn jeden Nachmittag schon um 15:30 Uhr abholen. Ein Drittel ihrer Arbeitszeit musste die Münchnerin deswegen aufgeben. (...)

Zahlen des Statistischen Bundesamts zufolge betreuen Mütter immer noch durchschnittlich eine Stunde und 45 Minuten pro Tag länger ihre Kinder als die Väter. Eine vor Kurzem veröffentlichte Studie mit mehr als 20.000 Teilnehmern aus acht Industrieländern (Deutschland war nicht dabei) ergab, dass Geschlechterrollen und die Bemühungen hin zu mehr Gleichberechtigung ein Faktor sind, wenn Paare sich die Frage stellen: ein Kind oder mehrere? (...)

In Deutschland bestimmt schon seit den Fünfzigerjahren eine Norm unser Familienleben – das der Eltern mit zwei Kindern. Forscher nennen die Dominanz des Zwei-Kind-Ideals „bemerkenswert“. Es hat das Wirtschaftswunder, die Jahre der sexuellen Revolution, die Wiedervereinigung, die Globalisierung und die dritte Welle des Feminismus überdauert.

[Eltern mit Einzelkindern: Will ich überhaupt ein zweites Kind? \(faz.net\)](#)

---

## **Demografie und Fachkräftebedarf: Es braucht ein Alters- und Generationenmanagement**

Angesichts der demografischen Entwicklung sind Unternehmen mehr denn je gefordert, Motivation, Qualifikation und Gesundheit der Erwerbstätigen generationengerecht zu fördern. (NZZ, 4 août, article payant)

*Extraits:*

In den nächsten Jahren gehen laut Prognosen weit mehr Erwerbstätige in den Ruhestand, als Berufsanfänger eingestellt werden können. Um den Fachkräftebedarf zu lindern, wertvolle menschliche Ressourcen nicht zu vergeuden und Wachstum und Wertschöpfung zu erhalten, bieten sich für Arbeitgeber grundsätzlich zwei Strategien an.

Zunächst ist eine konsequente Nutzung des vorhandenen Beschäftigungspotenzials anzustreben: Erfahrene ältere Beschäftigte, die einer Weiterbeschäftigung offen gegenüberstehen, sind mit geeigneten Anreizen und einer präventiven Gesundheitsförderung länger im Erwerbsleben zu halten. Die zweite Strategie zielt auf die jüngeren Nachfolgenerationen ab: Für sie sind neue Beschäftigungspotenziale zu schaffen. Zeitlich und örtlich flexible Arbeitsformen müssen dann so gestaltet sein, dass Arbeitgeberattraktivität und die Bindung an das Unternehmen erhöht werden.

Das tönt gut, aber ist es auch umsetzbar und realitätskonform? Verfügen ältere Beschäftigte der Boomer-Generation über die erforderliche mentale und körperliche Fitness und Motivation, um länger im Beruf zu bleiben? Sind die jüngeren Nachfolgenerationen X, Y und Z entsprechend leistungsbereit und fähig, die Fachkräftelücke zu schliessen?

Ist die Unternehmensführung willens sowie strategisch und operativ darauf vorbereitet, entsprechende Massnahmen einer motivations- und gesundheitsförderlichen Gestaltung hybrider Arbeit (Präsenz und Home-Office) einzuleiten, bedarfsgerechte Weiterbildung anzubieten oder finanzielle Anreize zu schaffen?

Aussagekräftig und gesichert ist die Befundlage altersbedingter Veränderungen der beruflichen Leistungsfähigkeit bei 55- bis 70-Jährigen in den biologischen und physiologischen Grundfunktionen. Allein aus einem Nachlassen sensorischer, motorischer und kognitiver Funktionen lässt sich aber keineswegs eine grundsätzliche altersbedingte Verschlechterung der beruflichen Leistung ableiten.

Verantwortlich dafür sind kompensatorische Ressourcen und Potenziale aufgrund erfahrungsgebundenen Wissens, körperlicher und geistiger Aktivitäten und gesunder Ernährung. Auch ein Arbeitsumfeld, das sich durch eine wertschätzende Feedback-Kultur, vorurteilsfreies, faires und vertrauensvolles Führungsverhalten sowie eine stimulierende und gesundheitsförderliche Arbeitsgestaltung auszeichne, zeige deutlich positive Effekte – so die Arbeitsforschung. (...)

[Unternehmenserfolg durch Generationenmanagement \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

---

**Is It Weird to Care About the Birthrate?** (NYT, 3 août, opinion, quelques articles gratuites / sem.)

*Extraits:*

JD Vance is one of the first important politicians in the United States to directly take up one of the [preoccupations](#) of [this newsletter](#) — the ongoing collapse of birthrates across the developed world and the grim consequences of an aging, childless future — and it's fair to say it isn't going well so far. Not just his dig at "[childless cat ladies](#)" but also his past support for a system where parents cast votes on behalf of their children have been fodder for the Democratic Party's newfound narrative about the Trump-Vance ticket: that it's creepy, bizarre, weird.

Even when the cats are left out of it, alas, the problem of weirdness is a chronic one for pro-natalists. I have many years of experience talking to people (to you, dear readers, but also to friends and neighbors and relations) about the birth dearth, and I can promise that no matter how you frame the issue, pro-natalism often comes across as extremely strange.

This is not to concede that it is actually weird to care about the birthrate: Children are good, human beings are good, a prosperous future for the human race is good, and it's absurd not to care about looming depopulation and all the social and economic problems that come trailing in its wake. Future generations (to the extent that they exist!) will find it much, much stranger that so many people barely noticed this issue or dismissed it than that a Republican vice-presidential candidate [once floated](#) giving children political representation through their parents.

But if you are a pro-natalist, you still have to understand the reasons an aura of weirdness hangs over the idea.

(...) So the serious pro-natalist in 2024 is not just a bit weird but also increasingly a bit utopian-seeming and revolutionary. Which seems likely to create a dynamic where more normal people finally wake up to the problem, only to decide that the solutions look impossible and fall back into fatalism or denial or despair. And also a dynamic where pro-natalism itself becomes a factional cause, a rallying cry for groups that are already fecund against forces that seem arrayed against them — in other words, a culture-war issue, after all.

To be clear, it's possible to argue for even radical changes in a nuanced and consensus-oriented style. ([Here](#) is an academic paper that does just that on behalf of the extra parental votes idea, for instance.) And since nobody stands to lose more in the future than groups that don't reproduce themselves — giving even the deepest skeptic of birthrate panic a reason to take these issues seriously — I continue to hope for a world where pro-natalism isn't just a factional issue but a shared premise of a reviving civilization.

But I'm skeptical that the issue can escape the pull of polarization, the vortex of the Kulturkampf. And I suspect that the "weirdness" that Democrats are eagerly attacking at the moment will come to seem much more familiar in the stranger world to come.

[Opinion | Is It Weird to Care About the Birthrate? - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

---

## **La surpopulation, c'est fini !**

Inciter les Français à avoir plus d'enfants serait rétrograde ? Il faut pourtant une politique nataliste si on ne veut pas disparaître demain ! (Contrepoints, 3 août, libre accès)

*Extraits:*

J'entends partout : « n'ayez surtout pas enfants ». En effet, « il y a trop d'hommes sur Terre, c'est mauvais pour la planète », ou, de la part des féministes, « les femmes prennent le gros de la charge des enfants, cela nuit à leur physique, à leur carrière, et creuse les injustices par rapport aux hommes ». Ou encore « avec les robots et maintenant l'intelligence artificielle, on va vers un chômage de masse. Pourquoi avoir des enfants qui n'auront pas de travail ? »

Je suis démographe, et jusqu'à il y a environ deux ans, mon discours inverse était mal reçu : « le nombre d'enfants recule partout, et de ce fait, nous allons vers des problèmes aigus ».

Depuis, cette ignorance s'est atténuée, notamment quand le président chinois a constaté que la population de son pays diminuait. Les articles décrivant l'effondrement du nombre d'enfants, notamment en Asie orientale, ont commencé à gagner la presse grand public. (...) Et si l'exemple de la Chine est le plus frappant, n'oublions pas que le Japon, Taïwan et la Corée sont encore pires, avec moins d'un enfant par femme en Corée du Sud. N'oublions pas non plus que l'Europe en est à 1,51 ; les États-Unis à 1,66 ; et l'Amérique latine, naguère considérée à démographie galopante à 1,78 (source INED).

On pense en général que les pays musulmans sont particulièrement féconds : c'est encore vrai pour les pays les moins développés, tels que le Niger (6,6) ou l'Afghanistan (4,29). Ce n'est plus vrai ailleurs, avec un taux de fécondité de 1,67 en Iran ; 1,85 en Turquie ; 2,12 en Indonésie ou 2,24 au Maroc. (...)

Reste l'Inde, mais des derniers chiffres montrent que l'on y franchit en baisse le seuil de deux enfants par femme (1,98). Reste également l'Afrique subsaharienne où la croissance de la population est encore rapide, mais où la fécondité baisse nettement, même si elle reste très au-dessus du reste du monde : à 4 enfants par femme, il y a encore presque un doublement par génération, mais on vient d'un triplement et davantage.

Quand le nombre de jeunes commence à diminuer, peu de gens s'en aperçoivent, sauf dans l'Éducation nationale, qui voit se desserrer un peu les contraintes de moyens, et en général reste discrète pour éviter les fermetures de classe. Il peut donc se passer ainsi une vingtaine d'années. Puis la population active commence à diminuer.

Ce n'est que plus tard, lorsque le fait qu'il y ait moins de parents fait qu'il y a encore moins d'enfants, que les statistiques nationales de population commencent à être bouleversées et que le grand public est mis face aux conséquences de la crise démographique.

Parallèlement, arrivent [les problèmes de retraite](#), et le système politique met indirectement la pression sur les jeunes pour maintenir le niveau de vie des retraités, alors que [le nombre de cotisants diminue](#).

Arrivent aussi les problèmes d'immigration : les employeurs font pression sur les politiques pour trouver les bras et les cerveaux [qui leur manquent](#), mais ces mêmes politiques sont soumis à la pression de la partie traditionaliste des électeurs qui craignent cette immigration (il n'est pas dans l'objet de cet article de dire si cette crainte est justifiée ou non).

[La surpopulation, c'est fini ! - Contrepoints](#)

---

## Bientôt tous centenaires, et en pleine forme : les dernières découvertes de la science

Les scientifiques commencent à percer les secrets du vieillissement. Ils nous promettent de vivre cent ans, et en bonne santé. (Le Point, 2 août, article payant)

*Extraits:*

(...) Les dernières découvertes de la science pourraient bien faire des vieux d'aujourd'hui les petits jeunots de demain. Bientôt tous centenaires ? « Il faut avoir en tête que nous allons vivre en moyenne 30 % de notre vie après 60 ans. Nos sociétés n'ont jamais été confrontées à une telle situation », assure le Pr Bruno Vellas, gériatre et président fondateur de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) HealthAge de Toulouse (Haute-Garonne), créé il y a tout juste un an.

(...) « La moitié des enfants qui sont nés aujourd'hui devraient devenir centenaires », rappelle dans une conférence en ligne le Pr Éric Verdin, grand spécialiste du vieillissement et président de l'Institut Buck, en Californie. Et de poursuivre : « Ce que nous essayons de faire, c'est de transformer presque tout le monde en centenaire. Et nous en sommes beaucoup plus près que ce que vous pouvez imaginer. »

Précision importante : l'objectif est bien de nous faire souffler 100 bougies, et même plus, mais en bonne santé. Car l'une des particularités des centenaires est qu'ils vivent justement plus longtemps sans être affectés par l'une de ces maladies qui explosent avec l'âge : infarctus, AVC, cancer, alzheimer, parkinson, diabète de type 2, etc. « Vieillir en bonne santé est défini par l'OMS comme le maintien de nos capacités fonctionnelles pour continuer à faire ce que l'on a envie de faire », précise le Pr Bruno Vellas. (...)

Mais, en matière de traitements, les chercheurs envisagent littéralement de remonter le temps en administrant un médicament bien avant que la personne soit malade. À New York, le Pr Nir Barzilai, directeur de l'Institute for Aging Research à l'Albert Einstein College of Medicine, se bat depuis des années pour lancer un essai clinique pour le moins original, baptisé Tame.

Objectif : démontrer que la metformine, un antidiabétique utilisé depuis une soixantaine d'années et ne coûtant presque rien, est une véritable molécule de jouvence. « Elle agit sur tous les marqueurs du vieillissement. Elle prévient le diabète, les maladies cardiaques, le cancer, le déclin cognitif, favorise l'immunité et réduit la mortalité », expliquait le chercheur lors d'un congrès sur la longévité qui s'est tenu en Floride en début d'année.

(...) Ces recherches sont encore balbutiantes, mais les premiers grands résultats devraient émerger dans la décennie à venir. En attendant, Clint Eastwood pourrait bien réfléchir à son prochain film, histoire de faire taire les rumeurs à Hollywood.

[Bientôt tous centenaires, et en pleine forme : les dernières découvertes de la science \(lepoint.fr\)](#)

---

## La natalité toujours en baisse en France à mi-2024

Entre janvier et juin, un peu plus de 326.000 bébés ont vu le jour en France. (Le Figaro, 2 août, libre accès)

*Extraits:*

Toujours [moins de bébés](#) en France: le [nombre de naissances](#) a reculé de 2,4% sur les six premiers mois de l'année, dans la lignée du plus bas historique atteint en 2023 qui avait conduit le président Macron à annoncer des mesures en faveur d'un «[réarmement démographique](#)». Entre janvier et juin, un peu plus de 326.000 bébés ont vu le jour en France, soit 2,4% de moins par rapport à la même période l'an dernier, selon des données provisoires publiées jeudi par l'Insee.

La baisse est même de 3% si l'on tient compte du fait que 2024 est une année bissextile, précise l'Institut national de la statistique. «*Depuis le début de l'année, chaque mois, le nombre de naissances est bas mais proche des niveaux de 2023*», a commenté auprès de l'AFP Didier Breton, chercheur associé à l'Institut national d'études démographiques (Ined). (...)

Si la tendance baissière se poursuit au cours des prochains mois, le nombre de naissances pourraient atteindre un nouveau plus bas annuel en 2024. En 2023, il est déjà passé sous la barre symbolique des 700.000 pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Au total, 678.000 nouveaux-nés avaient été recensés, soit -6,6% par rapport à l'année précédente. Depuis 2011, le nombre de naissances a reculé chaque année en France, à l'exception de 2021, qui a connu un léger rebond après les confinements liés au Covid-19.

Plusieurs raisons expliquent cette baisse, notamment un facteur démographique: le nombre de femmes de 20 à 40 ans, soit en âge de procréer, a diminué. Et surtout, ces générations de femmes moins nombreuses procréent moins. *«Auparavant, les Français étaient moins nombreux qu'ailleurs à ne pas avoir d'enfant et plus nombreux qu'ailleurs à en avoir trois»*, a indiqué Didier Breton, également professeur de démographie à l'Université de Strasbourg. Il semble toutefois que *«la France est en train de devenir un pays comme les autres en Europe»*, selon lui.

Après le décrochage des naissances en 2023, le président Emmanuel Macron avait appelé au *«réarmement démographique»* du pays, suscitant au passage un tollé dans les rangs féministes et de la gauche, qui y voyaient une tentative de contrôler le corps des femmes. Le chef de l'État avait annoncé des mesures visant à relancer la natalité, dont la création d'un *«congé de naissance»* de six mois pour remplacer le congé parental, qui peine à convaincre en raison notamment de sa faible rémunération. (...)

[La natalité toujours en baisse en France à mi-2024 \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

---

## Why Are So Many Americans Choosing to Not Have Children?

It's probably not selfishness, experts say. Even young adults who want children see an increasing number of obstacles. (NYT, 1<sup>er</sup> août, quelques articles gratuites / sem.)

*Extraits:*

For years, some conservatives have framed the declining fertility rate of the United States as an example of eroding family values, a moral catastrophe in slow motion.

JD Vance, the Republican vice-presidential nominee, recently came under fire for saying in 2021 that [the nation was run by “childless cat ladies”](#) who “hate normal Americans for choosing family over these ridiculous D.C. and New York status games.”

Last year, Ashley St. Clair, a Fox News commentator, described childless Americans this way: “They just want to pursue pleasure and drinking all night and going to Beyoncé concerts. It's this pursuit of self-pleasure in replace of fulfillment and having a family.”

Researchers who study trends in reproductive health see a more nuanced picture. The decision to forgo having children is most likely not a sign that Americans are becoming more hedonistic, they say. For one thing, fertility rates are declining throughout the developed world.

Rather, it indicates that larger societal factors — such as rising child care costs, increasingly expensive housing and slipping optimism about the future — have made it feel more untenable to raise children in the United States.

“I don't see it as a lack of a commitment to family,” said Mary Brinton, a sociologist who studies low fertility rates at Harvard. “I think the issues are very much on the societal level and the policy level.” (...)

“Everybody thought, maybe they'll just delay having their babies for a few years, and then they'll make up for it when the economy and the country gets back on its feet,” he said. “It never happened.”

Last year, the fertility rate dipped to 1.6 births per 1,000 women, a [historic low](#) that is far less than the rate needed to maintain the population size, 2.1 births per 1,000 women. (...)

Immigration to the United States helps [offset population loss](#). Yet experts fear that shrinking generations could cause schools to close, [economic development](#) to stall and social programs like Social Security to run an even larger deficit. (...)

There is little evidence to suggest that policies designed to reward people for having children are successful on their own, Dr. Guzzo said. Governments in some countries have tried to increase fertility rates with cash incentives, tax breaks and generous parental leave, yielding [modest or no success](#).

Since declining fertility is the result of a range of societal problems, Dr. Guzzo said, legislation that addresses broader issues — like student loans, unaffordable housing and parental leave — is more likely to spur change.

“In our view, every policy is a family policy,” she said.

[Why Are So Many Americans Choosing to Not Have Children? - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

---

## **Démographie : Ces pays dont la population aurait déjà chuté sans immigration**

Le grand laboratoire de recherche américain du Pew Research Center vient de publier de nouvelles données démographiques (Atlantico, 16 juillet, quelques articles gratuites / sem.)

*Extraits :*

Patrick Stefanini : Si l'on exclut la Russie, les pays les plus concernés par cette évolution sont principalement des pays d'Europe occidentale. On peut distinguer trois groupes à l'intérieur de cette région.

Tout d'abord, il y a les pays qui depuis des années ne parviennent pas à assurer le renouvellement de leur génération, en raison de taux de fécondité très bas, autour de 1,35 à 1,50 enfant par femme. C'est bien en dessous du seuil de renouvellement des générations, établi à environ 2,1 enfants par femme. Cette situation concerne des pays comme l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, confrontés à des défis démographiques considérables. Pour y remédier, ces pays ont soit adopté une politique d'immigration ouvertement assumée, comme l'Allemagne, soit une politique d'immigration plus discrète, comme c'est le cas en Italie.

Selon les données du Pew Research Center, la population allemande a augmenté de 1,7 million de personnes entre 2000 et 2020. Sans l'arrivée de nouveaux immigrants, elle aurait diminué de plus de 5 millions de personnes. La population italienne a augmenté de 2,7 millions de personnes mais aurait diminué de 1,6 million de personnes sans immigration. L'Allemagne est devenue un pays d'immigration depuis la fin des années 2000, alors qu'auparavant elle ne l'était pas, contrairement à la France qui accueille des immigrants depuis longtemps, à travers plusieurs vagues successives. Cette évolution en Allemagne coïncide avec ses besoins en main-d'œuvre créés par sa situation démographique. (...)

[Ces pays dont la population aurait déjà chuté sans immigration | Atlantico.fr](#)

---

## **La population mondiale devrait commencer à décliner avant la fin du siècle**

Le nombre d'êtres humains devrait culminer à 10,3 milliards d'individus en 2080, avant de baisser, selon les dernières estimations des Nations unies. Des projections revues à la baisse en raison de la baisse de la fécondité dans de grands pays (Le Monde, 13 juillet, article payant)

*Extraits :*

A quoi ressemblera la population mondiale d'ici à la fin du siècle ? Plus vieille, moins fertile et moins nombreuse que prévu, selon les dernières estimations du département des affaires économiques et sociales des Nations unies (ONU), publiées jeudi 11 juillet. Les démographes ont revu leurs projections légèrement à la baisse. Ils estiment désormais que l'humanité va continuer à grossir pendant cinquante ans, atteignant un pic à 10,3 milliards d'individus au milieu des années 2080, pour ensuite décliner jusqu'à 10,2 milliards en 2100. Près



de 200 millions en deçà des projections de 2022 ; et 700 millions d'individus en moins par rapport aux estimations faites il y a dix ans.

Bonne nouvelle pour la planète selon certains, signe inquiétant d'un déclin pour d'autres, cette réévaluation est à mettre en grande partie sur le compte de la baisse de la fécondité dans certains des plus grands pays du monde, Chine en tête. « Le paysage démographique a beaucoup évolué ces dernières années, souligne Li Junhua, secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales des Nations unies. Dans certains pays, le taux de natalité est encore plus bas que prévu et nous observons également des baisses légèrement plus rapides dans certaines régions à forte fécondité. » (...)

[La population mondiale devrait commencer à décliner avant la fin du siècle \(lemonde.fr\)](http://lemonde.fr)

---

### «Eine tiefe Geburtenrate ist keine Katastrophe, ausser man ist Nationalist»

Im Jahr 2100 werden weitaus weniger Menschen auf der Erde leben als noch bis vor kurzem gedacht. Der Demograf Wolfgang Lutz erklärt, warum das eine gute Nachricht ist und wieso viele europäische Länder bereits jetzt eine ideale Geburtenrate haben (NZZ, 13 juillet, entretien, article payant)

*Extraits :*

(...) Werden wegen der wirtschaftlichen Entwicklung immer weniger Kinder geboren?

Studien zeigen, dass die Bildung die grösste Rolle spielt, und zwar die von Frauen. Viele Schwangerschaften in kurzen Intervallen sind eine unglaubliche Belastung für den Körper, und eine Frau, die viele Kinder hat, ist in ihren Möglichkeiten eingeeengt. Wenn Frauen dazu befähigt werden, ihre Kinderzahl selbst zu bestimmen, bekommen sie meist weniger. Das gilt insbesondere für Länder, wo die Kinderzahlen noch über zwei bis drei liegen.

Die Bevölkerung mancher reicher Länder wächst weiter, zum Beispiel diejenige der USA, Kanadas, Deutschlands und der Schweiz. Liegt das allein an der Migration?

Fast nur an der Migration. In den USA war die Geburtenrate immer etwas höher als in Europa wegen der Teenager-Schwangerschaften, vor allem in der armen, schwarzen Bevölkerung. Das hat sich in den letzten Jahren geändert. Aber die Zuwanderung ist tendenziell noch weiter gestiegen. Auch in Deutschland sagt das Statistische Bundesamt seit 15 Jahren voraus, die Bevölkerung werde schrumpfen, aber es kommen immer neue Migranten, die das Geburtendefizit ausgleichen, sei es 2015 aus Syrien und von anderswo, sei es 2022 aus der Ukraine.

Gibt es eigentlich eine ideale Geburtenrate?

Wir haben einige Artikel geschrieben, in denen wir versuchen, das auszurechnen. Wenn man die Kosten der Alterung, die Wirtschaftsentwicklung und die Umwelt berücksichtigt, kommen wir auf etwa 1,5 Kinder pro Frau oder etwas darunter. Also ungefähr das, was wir in Europa haben. Zwei wäre die Rate, die den Bestand der Bevölkerung erhält, aber wir haben ja Migration, und zudem können wir in Bildung und Gesundheit investieren. Durch höhere Produktivität und längere Arbeit braucht es weniger Menschen, um den Sozialstaat zu erhalten. Rechnet man das Klima dazu, sinkt das Ideal auf 1,2 bis 1,5 Kinder pro Frau. Eine tiefe Geburtenrate ist also im Prinzip keine Katastrophe, auch wenn Anpassungen notwendig werden. Ausser, man ist Nationalist und will, dass die Mitglieder der eigenen Nation zahlreicher werden.

Die steigende Lebenserwartung hat also auch Nachteile?

Einen frühzeitigen Tod zu vermeiden, ist vielleicht der grösste Erfolg der Menschheit bisher. Aber man sollte bereit sein, auch ein bisschen länger zu arbeiten. Vor dem Zweiten Weltkrieg haben die Menschen so lange gearbeitet, wie sie gehen und stehen konnten. In vielen Entwicklungsländern ist das heute noch so. Aber bei uns im Westen tun die Leute, als gäbe es ein Menschenrecht auf die Pension mit 60 oder 65. In Frankreich wollen die sehr Rechten und sehr Linken das Pensionsalter sogar wieder senken. Wenn die Leute länger leben, gesund und arbeitsfähig sind, aber nicht arbeitswillig, wird das zum Problem für die Finanzierung der Pensionen.

**“In six years, the number of 15 to 24 year olds in Africa will increase by 40%” (June 8)**

*Pay wall* : Hicham El Habti: «En six ans, le nombre de jeunes de 15 à 24 ans va augmenter de 40 % en Afrique» - Le Forum de Paris sur la paix, club de réflexion et d'action, tente de trouver des réponses aux grands défis internationaux. Le président de l'une des plus prestigieuses universités d'Afrique accueille sa prochaine session les 9 et 10 juin (Le Figaro, Interview)

*Excerpt:*

Quel est le premier défi que l'Afrique doit relever aujourd'hui ?

C'est sans doute de concilier la forte croissance démographique - 2,7 milliards d'habitants d'ici à 2050 - avec une croissance économique durable et inclusive. Concilier, cela pose d'immenses défis en matière d'infrastructures, de services publics et de création d'emplois. La situation est rendue encore plus complexe par les conditions climatiques ayant des répercussions directes sur la sécurité alimentaire, la disponibilité des ressources en eau et la viabilité des systèmes agricoles.

Vous dirigez l'université Mohamed VI Polytechnique (UM6P), un établissement d'excellence. Seuls 7 % de la population africaine ont accès à l'enseignement supérieur sur le continent, contre 77 % en Occident: comment renforcer l'accès à la connaissance en Afrique?

Le nombre de jeunes âgés de 15 à 24 ans en Afrique augmentera de plus de 40 % d'ici à 2030. L'approche éducative doit donc s'adapter.

[Hicham El Habti: «En six ans, le nombre de jeunes de 15 à 24 ans va augmenter de 40 % en Afrique» \(lefigaro.fr\)](#)

---

**Ivan Krastev: “Europeans now live in fear of their demographic demise” (June 6)**

*Pay wall* : Ivan Krastev: «Les Européens vivent désormais dans l'angoisse de leur disparition démographique»

Alors que les citoyens des 27 pays membres de l'Union européenne sont appelés aux urnes, Le Figaro ouvre ses colonnes à des intellectuels hors de nos frontières. Pour Ivan Krastev, président du Center for Liberal Strategies de Sofia et chercheur à l'Institut des sciences humaines de Vienne, si l'immigration prend autant de place dans notre débat public, c'est en raison de la baisse de la fécondité et du vieillissement des populations européennes (Le Figaro, Interview)

[Ivan Krastev: «Les Européens vivent désormais dans l'angoisse de leur disparition démographique» \(lefigaro.fr\)](#)

---

**“Africa's growth still held back by galloping demographics” (June 5)**

*Pay wall* : La croissance africaine encore bridée par sa démographie galopante : Le continent le plus jeune du monde est le dernier à entamer sa transition démographique. La population africaine continue de croître à un rythme soutenu, au risque de neutraliser les effets de la croissance économique (Le Monde)

[La croissance africaine encore bridée par sa démographie galopante \(lemonde.fr\)](#)

---